

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE

N° 492, 1,50 F  
JEUDI 8<sup>e</sup> AVRIL 1971



**avorter**

**est**

**un**

**droit**



## E.D.F. - G.D.F.

La Société nationale fête, en grande pompe, le vingt-cinquième anniversaire de sa création. Mais qu'est-ce que c'est, au juste, une nationalisation ? Quels sont les problèmes que les travailleurs s'y posent ? Nous tentons de répondre en page 6.

## Etranger

Sur des problèmes bien différents, ce sont deux bilans négatifs que Pierre Naville pour l'U.R.S.S. (page 13) et Christian Leucate pour le Pérou (page 14) tirent cette semaine. Nous ne sommes pas encore dans un monde socialiste !

## Lycées

A la veille des vacances scolaires, le mouvement lycéen pose toujours des problèmes. Ce qui s'est passé à Grenoble, la prise de position des professeurs de Saint-Brieuc, la lutte à Paris au lycée Mallarmé, notre dossier est en page 8.

Le spectacle de Dominique Houdart sur « La Commune de Paris » intéresse nos lecteurs.

Nos camarades de la Section P.S.U. d'Arras, malgré de grosses difficultés, ont pu présenter, le 20 mars, le spectacle, devant 350 personnes. « Dans la journée, une exposition sur la Commune vit passer des milliers de visiteurs et plus de 6.000 tracts furent distribués. Les animations faites par les comédiens sur le trottoir de la rue principale ont stupéfié les Arrageois et les agents de police embarrassés. La « première » a donc bien eu lieu en France et Arras a sauvé l'honneur ! »

D'autre part, des camarades de Bobigny (93), de Ste-Colombe-L'Hers (Aube), de Talant (Côte d'Or) demandent des renseignements sur la pièce et des agrandissements des photos présentées dans T.S. n° 490.

Coopération mystificatrice !

Un professeur coopérant au Maroc, expulsé le 2 février dernier, nous demande de publier sa lettre « qui serait fort utile pour les jeunes qui désirent partir dans ce pays et qui se font — comme moi il y a trois ans — beaucoup d'illusions. — 1. « Un pays en voie de sous-développement » — Le Maroc, 15 millions d'habitants est un pays pauvre, au revenu moyen très faible. Par habitant, ce revenu moyen diminue chaque année de 1 %. Il y a une inégalité énorme entre les diverses classes : beaucoup n'ont pas même de quoi manger, alors que toute une « caste » de privilégiés se partagent les richesses du pays et les postes de gouvernement à tous les échelons. — 2. « Un enseignement au service des privilégiés » — Les dirigeants, pour conserver leurs avantages, font l'impossible pour que cette situation se maintienne. Un des buts de la coopération est de permettre à cette classe dirigeante, complètement francisée, « européanisée », de se maintenir au pouvoir. Tout est fait pour que les élèves des classes populaires ne parviennent pas « trop haut ». Ces classes populaires seront entièrement « arabisées », ce qui leur coupera la route qui mène aux responsabilités. En faisant correctement leur travail, les professeurs français, dont le nombre augmente chaque année et qui sont le plus souvent qualifiés, font en sorte que l'enseignement fonctionne encore correctement. L'édifice ne s'écroule pas. C'est une des raisons pour laquelle l'opposition souhaite leur départ : la révolution serait alors imminente. C'est à cela que servent les coopérants : ils sont le tampon qui empêche les masses de prendre le pouvoir — 3. « Non respect des conventions » — Malgré les accords de Grenelle, les salaires n'ont pas été augmentés depuis janvier 1968, les heures supplémentaires imposées ne sont pas payées, ou avec des années de retard. Au point de vue moral, la dignité des professeurs est bafouée : mesures vexatoires, non-respect des décisions prises par les conseils de classe, etc. — 4. « Les élèves en grève » — Un certain nombre d'élèves, conscients de la situation, ont déclenché une grève générale illimitée dans toutes les grandes villes, afin de lutter pour une véritable démocratisation de l'enseignement, moyen de promotion et non d'endoctrinement. La police est intervenue brutalement dans beaucoup de lycées, les professeurs ont assisté au matraquage de leurs élèves dans les classes. — 5. « 19 coopérants expulsés », pour avoir donné un enseignement trop idéologique, pour s'être opposés à l'entrée de la police dans les salles de cours, pour fait de grève. — 6. « Le contrat du coopérant » — En arrivant au Maroc, il s'engage à « ne pas faire de politique », à ne pas faire grève, à ne jamais se mêler à la situation du pays avec lequel il vient coopérer, à ne pas discuter des finalités de l'enseignement et du contenu des programmes. A son insu, il devient alors complice de l'exploitation du peuple marocain par la classe dirigeante, qui marche la main dans la main avec le gouvernement français.

Souscription pour local du P.S.U.

Deux camarades de Bourges qui avaient envoyé le 31 mai 1970 un chèque de 1.000 F à titre de prêt, pour l'achat du Siège Social, ont décidé de transformer ce versement en contribution définitive, non remboursable, en précisant : « nous remercions vivement tous les camarades qui ont été obligés jusqu'ici de travailler dans des conditions désastreuses et ont donc accepté de compenser le manque de moyens par un dévouement coûteux en énergie militante et en disponibilités individuelles et familiales.

« Décoloniser la province »

J.-P. Delbos félicite le P.S.U. « de rendre compte des luttes des classes populaires opprimées, ainsi que des luttes de libération des peuples colonisés partout dans le monde... Mais tous ces traits coloniaux que vous notez en Guyane : économie dépendant totalement de la métropole, émigration organisée par la filière du « BIMUDOM », politique d'assimilation, destruction de l'économie locale, militarisation (base spatiale, camp d'entraînement des légionnaires), salaires plus bas à travail égal par rapport à la métropole, on les trouve trait pour trait, à des degrés divers, dans d'autres territoires départementalisés, depuis 1789 ou 1960, comme le Pays d'Oc, la Corse, la Bretagne » — et de citer les silos atomiques du Var, la base de tir de Biscarosse, le camp anti-guérilla du Larzac (Aveyron), la Légion étrangère, contrairement à la loi, stationnée en plein Pays d'Oc comme en Corse, les filières d'émigration qui drainent les jeunes vers Peugeot, Citroën, les P.T.T., les Chemins de Fer, la surexploitation des salaires, etc. Notre correspondant de conclure, après avoir signalé que, jamais, dans T.S. on ne trouvait le reflet des luttes culturelles et politiques de ces provinces : « Votre journal serait-il un journal nationaliste français ou cultiverait-il un internationalisme d'autant plus virulent que les problèmes sont plus lointains ? ». A cette lettre fort intéressante, nous répondons que notre camarade Michel Rocard, il y a cinq ans, a parlé de « décoloniser la province ».

## ● A nos lecteurs

En raison des fêtes de Pâques et des difficultés qu'elles créent tant pour la rédaction que pour l'imprimerie, le prochain numéro de Tribune ne sortira que le jeudi 22 avril.

## Éditions du P.S.U.

POUR UNE PALESTINE  
UNIFIEE

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi -  
PARIS 15 - C.C.P. 58 26 65 Paris

Photos dans ce numéro :

Collombert (p. 4-12).  
A.F.P. (p. 4-9-14).  
AGIP (p. 3-8).  
A.D.N.P. (p. 16).

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany,  
Gilbert Chantaire, Françoise  
Claire, Michèle Descolanges,  
Gérard Féran, Jacques Ferlus,  
Christian Guerche, Gilbert  
Hercet, Christian Leucate,  
Alain Moutot, Dominique Nores,  
Jean-Yves Romo, Lucien  
Saintonge, Eliane Schweitzer,  
Jean Verger.

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction - Administration  
54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :  
Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 30.000 exemplaires

## PANTHÉON

### Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert  
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

# Au nom de quel ordre ?

Jacques Malterre

Les élections municipales passées, le gouvernement met apparemment le cap sur les législatives.

En apparence puisque c'est la prochaine échéance officielle, celle qui verra ou non la reconduction de la majorité actuelle ; celle que redoutent un grand nombre de députés U.D.R. élus miraculeusement en juin 68 et qui n'ont guère lieu de se féliciter du résultat des municipales.

Car en réalité le pouvoir ne peut se tromper sur la portée des élections et sur la solidité de l'assise qu'elles lui donnent. A vouloir dépolitiser les municipalités il obtient dans la plupart des cas d'honnêtes administrateurs capables de l'aider dans la gestion ordinaire mais en aucun cas des relais politiques qui encaissent les premiers chocs en période de difficultés. En cas de crise MM. Baudin et Pradel ne seront de nul secours pour M. Pompidou. La manœuvre se retourne contre les trop habiles tacticiens du pouvoir.

La vaste majorité parlementaire n'est pas plus utile pour affronter les vrais problèmes. Sa reconduction en 1973 (ou avant) donne constitutionnellement le droit d'exercer le pouvoir, il n'en donne pas les moyens véritables. Tout au plus les « bruits » d'élections anticipées peuvent-ils faire baisser d'un ton la grogne. Il n'en reste pas moins que le sort du pouvoir se joue dans les deux prochaines années par rapport à une base politique qui veut à la fois l'ordre et qui refuse les moyens d'en justifier le maintien.

Les stratèges de l'Elysée et de Matignon savent qu'ils n'ont pas grand-chose à redouter de l'opposition parlementaire traditionnelle et qu'ils ont surtout tout à craindre de deux forces adverses. Le courant révolutionnaire qui a manifesté récemment sa vitalité (Burgos au Palais des Sports et cent autres manifestations) qui grandit en tant que courant au sein de plusieurs grandes

organisations et qui sait de plus en plus souvent agir en commun.

Le courant multiforme des mécontents, de ceux qui ne mettent pas en cause le régime mais qui en prennent à leur aise avec les règles légales dès que leur irritation ne trouve pas d'issue : les jeunes de la Courneuve, mais aussi les lycéens, les usagers, les viticulteurs et bien d'autres dans les villes, les campagnes et surtout les entreprises.

Alors les hommes du pouvoir se répartissent les tâches pour faire front, — pour maintenir leur ordre — même si leur action laisse apparaître quelques zizanies (que pense M. Chaban-Delmas de l'éviction de Grimaud par Marcellin ?).

Ils veulent d'abord rétablir l'ordre pour lui-même ; parce que les conservateurs attendent des encouragements et des exemples pour maintenir ou pour rétablir l'ordre eux-mêmes, autour d'eux, dans l'usine ou dans l'école ou dans la coopérative.

A cela se réduit « l'affaire » de l'Ecole normale : un exemple frappant, monté de toutes pièces, après un délai de réflexion, en exploitant des incidents jugés sur le moment assez mineurs. La fermeture de la « première école de France » doit être un exemple pour encourager au rétablissement de l'ordre dans toutes les écoles comme la lutte contre la « Cause du Peuple », devait être un exemple pour juguler la véritable liberté d'expression. Espérons qu'elle aura le même succès ! Et puisque la « Cause du Peuple » est en vente dans tous les kiosques, ce qui a cassé la dynamique de la répression contre la presse libre, il faut que la rue d'Ulm reste un foyer de liberté pour que la liberté ne soit pas éteinte dans toute l'éducation nationale.

Mais les têtes pensantes du pouvoir savent qu'il ne suffit pas, comme aimerait le faire croire M. Marcellin, de casser le thermomètre pour que le malade soit guéri. D'où l'idée de M. Chaban-Delmas : « il faut rétablir l'ordre, mais au nom d'un nouvel ordre » et d'annoncer que l'action gouvernementale va repartir avec dynamisme sur un vaste programme... que l'on attend avec curiosité. Car il sait bien que les forces révolutionnaires organisées seraient vite réduites au silence si leurs intentions ne rencontraient pas des résonances profondes dans de larges couches.

M. Marcellin peut en effet exiger le retour à l'ordre mais quel ordre ? régi par quelles lois ?

Un ordre où la majorité des jeunes sont traités en enfants et des femmes en mineures, où la plupart des paysans et des commerçants sont acculés au désespoir, où les travailleurs des usines et des bureaux sont

invités à obéir aux lois militaires de l'entreprise et où les soldats n'ont pas droit à la moindre expression. Un ordre que le journal (gauchiste ?) *France-Soir* décrit jour après jour comme celui où des enfants peuvent périr seuls chez eux parce qu'il n'y avait pas de crèche pour les héberger en l'absence des parents et des vieux peuvent mourir silencieusement parce qu'ils ne servent à rien. Cet ordre-là, certains dirigeants font tout pour le préserver parce qu'il les laisse libres d'accéder à toutes les jouissances et à toutes les libertés ; d'autres plus lucides rêvent de l'aménager pour qu'ils obtiennent un plus large consensus.

Les premiers se rebiffent contre la pilule, la discussion au lycée et à la caserne, la lutte syndicale à l'usine. Les seconds imaginent des réformes qui accompagneraient la remise en ordre et la justifieraient.

Mais ils devraient apercevoir les limites de leurs ambitions. La France est un pays qui n'a plus de lois, il n'a plus que des règles. La loi exige une volonté générale pour un projet commun. Faute de l'obtenir, l'Etat secrète une infinité de règles que n'anime aucune idée générale. Car les apprentis réformateurs du style Chaban-Delmas se rendent mal compte à quel point le désordre réel est lié à la souveraineté d'une bourgeoisie moralement épuisée qui a cessé depuis longtemps de proposer un destin au peuple, pour ne plus lui octroyer que les miettes de sa croissance, à la condition qu'il soit sage, qu'il étudie dans ses écoles et travaille dans ses usines.

Cet ordre hypocrite et injuste ne pourra être remplacé que par la loi du peuple lui-même, c'est-à-dire du prolétariat organisé politiquement. C'est la seule alternative. Mais pour la faire avancer, les révolutionnaires ne doivent jamais oublier le but ; ils ne doivent jamais se lancer dans des opérations incompréhensibles, sur la base d'analyses fausses (la libération des jeunes, la libération des femmes, la lutte des travailleurs contre les petits chefs). Il leur faut discerner autour d'eux ce qui peut bouger et agir. Ils doivent être des ferments d'organisation politique au sein de groupes humains qui cherchent à tâtons une issue. Ils doivent assurer la liaison entre des couches qui sont volontiers tentées par l'action morale ou corporative sans accepter l'idée de luttes coordonnées avec la classe ouvrière ; enfin ils doivent être dans la classe ouvrière elle-même les noyaux les plus efficaces mais aussi les plus modestes parce que rien ne se fait sans elle et à son pas, qui est parfois plus rapide et plus brutal et parfois plus lent et plus prudent. □



# Sur le front des luttes

## ● Caisse d'assurance vieillesse

Le 17 mars dernier, les techniciens de la caisse nationale d'assurance vieillesse se sont mis en grève. Ces travailleurs ont, dans leur emploi, la lourde responsabilité d'établir les dossiers de retraites. Ce qui n'est pas une mince affaire compte tenu des conséquences humaines qu'a leur travail. Ils estiment donc ne pas avoir un salaire correspondant à leur responsabilité, en même temps qu'ils demandent à être mieux formés. Le conseil d'administration de la caisse leur avait accordé une augmentation de 15 %, mais M. Boulin vient d'y mettre son veto. La grève continue.



## ● A Conflans-Sainte-Honorine :

L'entreprise **Bonna** est en grève depuis le 31 mars: Le 31 mars, 80 ouvriers s'arrêtent. Le 1<sup>er</sup> avril, les 350 ouvriers occupent **Bonna** : première entreprise française de tuyaux béton. Six milliards d'anciens francs de bénéfice brut ! Oscar régional pour les accidents du travail. 60 % des ouvriers sont des travailleurs immigrés « logeant » dans le bidonville du Bras Favé. Le Secours Rouge et le P.S.U. ont popularisé au marché de Conflans leurs revendications : relèvement des bas salaires, garantie de l'emploi et droits syndicaux.

● **Pontoise** : A l'appel du Secours Rouge et du P.S.U., le 2 avril, meeting de protestation et d'information contre les accidents du travail dans la région.



## ● M. Debré et les arsenaux

Le ministre vient de mettre au point un nouveau système d'avancement pour les travailleurs des arsenaux. Ceux-ci se feront désormais en fonction des besoins et des places vacantes et plus du tout en fonction des capacités professionnelles. Le 31 mars dernier on a débrayé quelques heures dans tous les arsenaux en signe de protestation. A Toulon, la direction a retenu une journée de salaire et retardé la paie pour pouvoir refaire ses calculs. Ce que voyant les travailleurs ont manifesté une nouvelle fois le 1<sup>er</sup> avril. Ils ont obtenu leur journée de salaire.



## ● Radiotechnique

Il est interdit de dire du mal de sa direction. La C.F.D.T. de la Radiotechnique à Caen vient d'en faire l'expérience. Elle avait osé afficher sur les panneaux syndicaux que les soixante-cinq licenciements annoncés par la direction avaient été « tirés au sort dans une délibération à huis clos ». Pour cela la C.F.D.T. est condamnée à payer 500 F de dommages et intérêts à la direction. C'est ce à quoi est condamné un patron qui licencie abusivement un travailleur...

● **A Méru**, le 11 mai 1967, l'usine **Rochel** (conditionnement des produits gazeux) brûle : trois ouvrières sont mortes, 54 brûlées gravement. Pour le patron et la justice « c'est un accident ». Pour les travailleurs et le Secours Rouge, c'est un crime qu'il faut juger et punir.

● **A Chambly (Oise)**, chez Terrozon, il y a trois semaines il y a eu un incendie dans les mêmes conditions. Les 100 ouvriers de cette entreprise (peinture-colle) réclament des garanties de sécurité.

Prochain meeting sur ces problèmes à **Persan-Beaumont**, où chez **Hutchinson** il y a un accident tous les jours.

● **Chocques (Pas - de - Calais)**. Réunis en assemblée générale les ouvriers d'**Ugine-Kulhmann** ont décidé la grève le 2 avril. Ils veulent imposer un horaire, une nouvelle cotation de postes et dénoncent la répression syndicale. □

# luttons ouvrières

## Montgeron

### Un piège éventé

Les employés du SUMA de Montgeron sont en grève depuis le 25 mars. 40 employés sur 65 ont décidé la grève.

La grande majorité des employés de ce magasin gagne entre 820 et 885 F bruts par mois, pour 40 heures de travail par semaine :

- Une caissière au bout de 4 ans : 885 F.

- Un employé de libre-service : 880 F après de « loyaux services ».

- Beaucoup n'ont que la moitié de ces sommes parce qu'ils sont à temps partiel.

Pour des raisons très discutables de rentabilité et de concurrence, les conditions de travail dans le magasin sont extrêmement contraignantes et pénibles :

- Manque de moyens de maintenance.

- Horaires de travail aberrants.

- Travail nocturne (5 fois par semaine) jusqu'à 22 h.

- Mauvaise répartition des horaires de travail.

- Travail systématique le samedi matin pour tous et l'après-midi pour une bonne partie.

- Travail des jours fériés (4 minimum), jamais de pont.

900 F nets par mois pour le coefficient le plus bas (108).

Le patron a trouvé la solution : il met tout le monde à 900 F, mais bruts, sauf pour quelques-uns, qui gagnaient déjà 900 F et qui auront 3 % d'augmentation.

Pour nous, 3 % c'est insuffisant.

Ce qu'il faut savoir aussi, c'est : qu'en 1970 beaucoup d'entre nous n'ont même pas eu 6 % d'augmentation, que la prochaine augmentation n'aura lieu qu'en septembre ou en octobre.

La toute récente section syndicale C.F.D.T. pour qui c'est la première lutte n'est pas tombée dans le piège de la direction. Celle-ci a fait appeler la police contre le piquet de grève, mais le personnel poursuit calmement son combat.

et productive. Promesses mirifiques, du type : « Vous serez riches. En travaillant en France, vous gagnerez 150 F par JOUR. » D'où affluence de candidats. Exactement 120. Pour prendre les plus forts, chacun a dû tirer une chaîne... comme au Moyen Age. Le capitalisme précurseur du Moyen Age?

Autre élément : 4 de leurs camarades n'ont pas de contrat et travaillent pour rien. Chaque jour, avec une mule, ils tirent, sur une distance de 3 km, dans des conditions difficiles, des poteaux, à travers la forêt, jusqu'au chantier.

#### L'action.

Rupture des contrats d'abord, puis démarches pour le réembauchage par d'autres employeurs et à d'autres

conditions. Opération difficile menée par l'U.D. C.F.D.T. de l'Aude à Carcassonne.

Pour le moment, la section de Carcassonne du P.S.U. est tenue à une action discrète (quêtes dans divers milieux, explications bouche à oreille, etc.) afin de ne pas condamner les travailleurs immigrés marocains à être rejetés partout. Aussitôt après, grâce aux photos prises, et enregistrées au magnétophone, réunions, expositions possibles, en liaison avec le Secours Rouge entre autre, les Carcassonnais et les Audois doivent savoir ce qui se fait dans leur voisinage immédiat. Et au nom d'un capitalisme pour lequel on vote, le cœur léger et la conscience trop vite tranquille. Désormais, ils devront choisir en meilleure connaissance de cause !

## Carcassonne

### Les nouveaux négriers

Deux Marocains en guenille se présentent au siège de la C.F.D.T. de Carcassonne. Ils sont ouvriers forestiers, sans travail depuis deux jours. Ils viennent à pied de leur chantier, dans la forêt de Greffeil située près de Saint-Hilaire-de-l'Aude à une trentaine de kilomètres de Carcassonne, pour demander de l'aide. Avec 21 autres camarades, ils sont les jouets sans défense des nouveaux négriers en l'occurrence la SO.FO.EST (S.A.) - Quartier St-Euzébit à Millau. Tél. 11-17, dont les « conditions » qu'elle impose à ses « esclaves » valent d'être citées et méditées.

Depuis le 20 février jusqu'au 20 mars : 1 mois de travail à raison de 10 h. par jour, salaire individuel 110 F. Qui ne leur a pas été encore versé !

Ces 110 F c'est ce qui reste, une fois que l'employeur a tout défalqué :

- La nourriture.

- L'achat, imposé par la société, de 4 tronçonneuses usagées, au tarif décidé par la société : 3.720 F. Imposition à chacun : 150 F.

- L'essence et l'huile, estimé par la société à 100 F par jour !

Interdiction absolue de se rendre à Saint-Hilaire (seul village situé à une quinzaine de kilomètres de cet endroit

parfaitement isolé !) Pressions et menaces de la part des contremaîtres : « Si tu quittes le chantier, les gendarmes vont t'arrêter et te réexpédier au Maroc. » « Si tu vas voir les syndicats, on te renvoie au Maroc » etc.

Cette situation endurée un mois par les 23 Marocains, à qui au départ on avait promis 150 F par jour, a suscité de leur part une réaction. 110 F pour un mois de travail dans des conditions sordides (depuis leur entrée en France, il y a un mois, aucun n'a mangé de la viande). Menu : semoule, riz, pommes de terre, café, sucre ! En quantité régulièrement insuffisante, ils ne pouvaient plus accepter, ni même tenir physiologiquement.

Réponse du patron : « Si vous n'êtes pas content, partez ! Ici, vous n'avez plus rien à faire ». Depuis jeudi soir, plus de travail. Depuis vendredi, plus rien à manger.

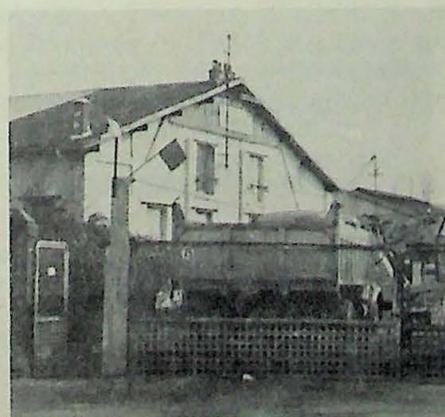
#### Leur recrutement au Maroc.

Ces 23 garçons (âgés de 18 à 35 ans) sont tous originaires du même endroit (environs de Meknès). Un ancien combattant marocain de mêche avec la société forestière s'est mis en rapport avec le chef du village pour « lever » une main-d'œuvre d'élite...

## Bernes (Val d'Oise)

### Les machines ça se vend, les travailleurs, ça se liquide

Le patron Watton espérait qu'il en serait ainsi dans une entreprise de Bernes, la Compagnie Générale des Goudrons et Bitumes (C.G.G.B.), qui emploie soixante salariés. Dans la zone industrielle de Persan-Beaumont, à la limite du département de l'Oise, de nombreuses petites entreprises ferment leurs portes ou sont rachetées par de plus grosses entreprises. Il en avait été ainsi à la CEGBAT à l'Isle-Adam. Il risque d'en être de même à Poliet et Chaussou à Persan (racheté par un trust allemand). A Eragny près de Pontoise, l'usine Grillet et Féau, elle aussi, voulait licencier. L'action des travailleurs, le soutien du P.S.U., du Secours Rouge et du P.C. fit reculer le patron. A la C.G.G.B., les travailleurs ont eux aussi décidé de se défendre.



#### Le bluff du patron

Il y a trois mois la C.G.G.B. a vendu son matériel à une grosse entreprise de l'industrie routière : la Société Chimique Routière, pour faire face à la demande des créanciers. Un administrateur fut nommé. Cette mesure qui précède la liquidation de la « boîte » incita les ouvriers (50 % de travailleurs immigrés, C.F.D.T. majoritaire) à demander au patron de s'expliquer. Au comité d'entreprise, le P.D.G. Watton (dont la famille possède le terrain sur lequel est bâtie l'entreprise), ne fit que de vagues promesses.

En fait le 29 mars les travailleurs apprenaient par la Caisse des congés payés et l'U.R.S.S.A.F. qu'aucune cotisation n'avait été reversée par le patron. Un autre chantier de la C.G.G.B. à Perpignan, a été racheté par la Routière Colas et le produit de la vente est bloqué pour couvrir les créances du fisc. La société Colas avait réembauché le personnel. A Bernes, la société Lasailly-Bichebois proposait de réembaucher les 213 membres du personnel mais à 25 km de là (Fontenay-en-Parisis). Mais les travailleurs n'ont encore pas touché leur indemnité de licenciement, leurs congés payés, ni leur paye de mars. Ils perdent leur droit à l'ancienneté. Pour se défendre ils sont passés à l'action directe, le 30 mars.

## Séquestration du matériel

Le matériel acheté par **Lesailly-Bichelois** était encore à Bernes. Après une rencontre avec l'Administrateur judiciaire où ils n'obtenaient aucune garantie, les ouvriers décidaient de bloquer le matériel et de ne le rendre que lorsque les sommes qu'on leur doit, leur auront été rendues. Le patron, Watton, promit de venir faire la paye de mars le 5 avril. Mais les travailleurs maintiennent leur occupation et la séquestration du matériel jusqu'à la victoire.

Le Secours Rouge local (P.S.U., de la Cause du Peuple et de V.L.R.) décidait de soutenir l'action des travailleurs, de populariser cette lutte. Une réunion avec des membres de la section du P.C.F. de Persan-Beaumont aboutissait à un tract commun. Mais les instances supérieures du P.C.F. cassaient l'accord et faisaient distribuer leur propre tract.

Le Secours Rouge a alors organisé le soutien de façon efficace ! Renforcement du piquet de grève et des tours de garde, mini-manifestation et

prise de parole des travailleurs de la C.G.G.B. sur le marché de Persan, dimanche matin. Ces actions ont permis de nombreux contacts avec la population et des travailleurs nous ont signalé d'autres cas de risques de licenciements collectifs.

Les travailleurs de la C.G.G.B. se sont décidés à aller occuper la Fédération patronale (dont le siège est à Paris), si ils n'obtiennent pas satisfaction rapidement. La signature du patron Watton ne représente plus rien. Seule l'action directe des ouvriers, avec l'appui des militants révolutionnaires et de la population paiera.

## Dernière minute

Leclerc, le patron de **Lesailly-Bichelois**, (filiale de la Chimie Routière), propose aux ouvriers de leur verser les congés payés sur sept mois au lieu de douze dus. Les ouvriers repoussent cette solution de compromis et dénoncent l'hypocrisie de Leclerc qui ne veut qu'une chose, récupérer son matériel. □



## E.D.F. - G.D.F.

# 25 ans au service du capitalisme

E.D.F. et G.D.F. ont 25 ans. Face aux Directions générales et à l'Etat qui profitent de cet anniversaire pour lancer une campagne d'intoxication des agents et du public, face à tous ceux qui continuent à propager les mythes de service public, d'autonomie, etc., il est apparu nécessaire aux militants politiques du P.S.U., d'E.D.F. et de G.D.F. de proposer aux travailleurs une analyse politique montrant ce que sont réellement « leurs » nationalisations et quels objectifs de lutte opposer à une telle situation.

## Au service des entreprises privées

Par la tarification, E.D.F. et G.D.F. livrent de l'énergie aux entreprises privées et principalement aux grands trusts à des coûts très faibles par rapport aux autres usagers et particulièrement aux usagers domestiques : ce sont de véritables cadeaux qui sont faits aux capitalistes pour leur permettre d'avoir de plus grands profits.

« Les prix de l'énergie pour le secteur industriel devront être aussi bas que possible. Tous les efforts de réduction des coûts d'approvisionnement, de production et de distribution, et l'évolution de la fiscalité devront répondre à cet objectif. »

Options du VI<sup>e</sup> Plan

Mais ce n'est pas tout, bien au contraire : E.D.F. et G.D.F. fournissent au secteur privé une quantité de travail considérable et permettent des profits énormes dans l'équipement avec les centrales clés en main.

« Le programme de centrales nucléaires qui sera entrepris à l'initiative d'E.D.F. sera considéré comme relevant de risques industriels normaux. En conséquence il sera pris en charge par le budget de l'établissement. »

Options du VI<sup>e</sup> Plan

— Dans la **distribution** avec la sous-traitance d'une partie de plus en plus importante de travaux.

— Par l'**action commerciale** en permettant au secteur de distribution électroménager de survivre et aux producteurs privés de ces appareils de prospérer.

— Par les **études et recherches** qui offrent un banc d'essai aux entreprises.

— Par l'**informatique** en essayant les plâtres de la « grande industrie française des ordinateurs (Plan Calcul).

## Comme dans les autres entreprises

E.D.F. et G.D.F. connaissent le même type de **hiérarchie**, le même type d'**organisation du travail** que toutes les autres entreprises dans le système capitaliste : hiérarchie des salaires, bien sûr ; pyramide de commandement de plus en plus étoffée et particulièrement militarisée ; multiplication des catégories et donc division des travailleurs entre eux. C'est un véritable carcan qui pèse sur les travailleurs.

Qui plus est, un appel grandissant est fait à du **personnel intérimaire** qui est contraint d'être docile, qui ne bénéficie pas des mêmes avantages, qui peut être renvoyé à tout moment, alors que par-

tout des agents restent, souvent plusieurs mois, dans l'attente d'un reclassement après des réformes de structures.

Les **réformes de structures** justement pleuvent à un rythme de plus en plus rapide et n'ont d'autre justification pour la direction qu'une rentabilisation aussi rapide que possible, des économies à réaliser par tous les moyens et particulièrement en réduisant le personnel, donc en augmentant très rapidement sa « productivité » donc son exploitation. Par exemple, la mise en place des ordinateurs a entraîné pour nombre de travailleurs une augmentation de leurs tâches et de leur technicité sans que leur nombre et leur classement soient modifiés.

« Nous avons accepté une augmentation de 50 % de notre production en 5 ans, sans augmentation de nos effectifs et en baissant en valeur relative le prix du courant de près de 10 %. C'est dire la confiance que nous avons dans la valeur de nos outils mais plus encore dans la valeur de nos agents. »

M. Delouvrier

## Une grande campagne d'endoctrinement

Deux milliards environ vont être dépensés pour fêter les 25 ans d'E.D.F. Mais par cet intermédiaire, les directions, l'Etat veulent en pro-

fiter pour « inculquer » (expression de M. Alby) aux travailleurs des idées qui ne les concernent en rien : E.D.F. et G.D.F. sont dans une situation délicate, il faut se battre contre la concurrence (donc E.D.F. contre G.D.F. et vice versa), il faut faire un « tournant commercial », avoir un dynamisme sans pareil ; il y a un intérêt commun des « agents, du directeur général au travailleur de catégorie 1 ».

On va même jusqu'à demander aux agents, dans leurs relations et leur vie privée, de recommander les usages électriques ou gaziers et on leur donne à cet effet de jolies brochures !

« De nombreuses questions intéressantes l'électricité en général, les appareils électriques et notre maison sont en effet bien souvent posées par le public à chacun d'entre nous, quelle que soit sa fonction ; la connaissance de cette série de brochures vous permettra de mieux y répondre et de mieux remplir ce rôle de conseiller auquel, je le sais, vous êtes attaché et que notre clientèle apprécie. »

M. Ruault, directeur régional, Distribution Paris

En même temps on explique à tous les Français que E.D.F. et G.D.F. sont à leur service, sont des « services publics », que tout y va pour le mieux dans le meilleur des mondes, etc.

Nous n'avons que faire de toute cette propagande ! E.D.F. et G.D.F.

# luttons ouvrières

ne sont au service ni de leurs agents, ni des autres travailleurs. Les 42 heures que nous travaillons par semaine suffisent bien. Ne nous laissons pas faire par les directions et l'Etat !

« C'est à une reconversion des esprits que nous nous sommes attachés au sein de l'entreprise. C'est une mentalité de commerçant, une mentalité résolument tournée vers le commercial que nous avons voulu inculquer à cette maison. »

« Il nous faut vivre avec notre temps, dans le contexte économique et psychologique qui est celui de notre temps, et qui est un contexte de concurrence et d'après confrontation commerciale. »

M. Alby, Directeur général G.D.F.

## Au service du capital

Par tous les aspects que nous venons de voir, E.D.F. et G.D.F. sont réellement au service des entreprises privées, sont des entreprises où la hiérarchie et l'organisation du travail sont similaires aux autres entreprises. Elles manifestent clairement les valeurs bourgeoises sur lesquelles repose notre société.

L'Etat au service de la bourgeoisie utilise E.D.F. et G.D.F. pour régulariser la conjoncture économique et éviter les crises : par le niveau des tarifs, par le niveau des salaires, par les investissements ou les commandes de matériel stoppées en période d'inflation et relancées en période de récession. E.D.F. et G.D.F. sont des outils de l'Etat pour garantir les intérêts à long terme de la bourgeoisie au pouvoir.

E.D.F. et G.D.F. ne sont donc pas des services publics, mais des services du système capitaliste.

Il faut être conscient d'ailleurs que l'Etat bourgeois est capable de prendre l'initiative de nationaliser un secteur de l'économie, qu'il soit vital (énergie : électricité en Italie récemment) ou en difficulté (Hispano en France, Rolls-Royce en Grande-Bretagne) pour en répartir la charge sur l'ensemble des travailleurs considérés comme contribuables et comme consommateurs.

« Tout ce que nous avons pu réaliser depuis la venue du gaz naturel serait bientôt remis en question, si nous ne parvenions pas à obtenir l'adhésion de chacun à l'idée qu'au stade du marché, nous sommes une entreprise comme une autre, appelée à lutter comme une autre, et qui doit, de ce fait, se montrer commerçante comme une autre. »

M. Alby

## Dénoncer les mythes

Face à cette situation les travailleurs doivent-ils faire comme si E.D.F. et G.D.F. étaient des entreprises gérées par les travailleurs, à leur service, et entrer dans le jeu, en faisant des propositions de ré-

formes, en discutant avec les directions des objectifs à atteindre et des moyens pour y parvenir ?

Certainement pas, car cela aboutit aux choses suivantes :

- ou bien on fait des critiques et des propositions technocratiques non fondées sur l'intérêt des travailleurs et qui n'ont de plus aucune chance d'aboutir. Exemple : « la technique française des réacteurs nucléaires est la meilleure, il faut y revenir ». Que les profits soient faits par les trusts étrangers ou français, quelle différence pour les travailleurs ?

- ou bien on se déclare sérieux et responsables et on accepte les objectifs de la direction, la logique du système capitaliste et donc on renforce celui-ci en prétendant l'aménager. Exemple : « promouvoir un dynamisme commercial en faveur du chauffage électrique d'accord, mais à condition que ce soient les agents E.D.F. qui assurent ce nouveau travail ». Mais qui a intérêt à augmenter les ventes basse tension pour favoriser la vente des appareils électroménagers et permettre aux entreprises privées de ce secteur de faire des profits ? Les travailleurs ? A coup sûr c'est l'intérêt de la direction d'E.D.F. qui est au service du capitalisme.

Nous n'avons pas à jouer les « managers » d'une entreprise qui est aux mains des adversaires des travailleurs !

Les questions qu'il faut poser sont : qui a le pouvoir ? de quelle façon, au profit de qui ? Nous pensons que seul le socialisme est à même de répondre à la situation et aux aspirations des travailleurs et que ceci passera par la prise révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés. C'est dans ce sens que toutes les actions, les luttes des travailleurs, leurs organisations doivent aller. Face au capitalisme seul le socialisme permettra à l'ensemble des travailleurs de prendre en mains le pouvoir.

« L'Etablissement cherchera à harmoniser autant qu'il est possible sa politique d'équipement et d'achat à la politique industrielle des Pouvoirs publics (Plan Calcul). »

« Introduction dans la politique d'achat de l'Etablissement de marchés de longue durée permettant aux fournisseurs industriels de mieux planifier leur développement. »

« Le gouvernement demande à l'Etablissement de ne pas s'engager dans une politique tendant à diminuer l'appel aux entreprises. »

Giscard d'Estaing - Ortolu  
Contrat de Programme E.D.F.-Etat

## Nos propositions

Cette perspective passe dès maintenant par :

- une lutte pied à pied contre les mythes de « service public »,

d'« intérêt général », de « nationalisation dans le système capitaliste » ;

- une lutte contre la hiérarchie (des salaires et surtout du commandement) contre les réformes de structure qui n'ont comme seul but de rentabiliser, de diminuer le personnel, d'accroître l'intensité du travail, contre l'emploi de plus en plus systématique de personnel intérimaire ;

- une lutte contre les cadeaux de plus en plus considérables qu'E.D.F. et G.D.F. font aux entreprises privées et à l'Etat au service du capitalisme : tarification, équipement, sous-traitance, banc d'essai, etc. ;

- une lutte contre l'endoctrinement commercial de la direction.

### ORIENTATIONS DU CONTRAT DE PROGRAMME E.D.F. - ETAT

- Progrès annuel de productivité au moins égal à 4,85 %, en moyenne sur 5 ans (4 % actuellement).

- Ces gains de productivité contribueront à accroître notablement la part de l'Etablissement dans la couverture de ses dépenses d'investissements.

- Dégager un excédent brut d'exploitation suffisant pour assurer la rentabilité financière des investissements.

- Transférer une partie de ces gains de productivité aux consommateurs, principalement aux gros consommateurs industriels.

## Pourquoi la nationalisation en 1946

La nationalisation d'E.D.F.-G.D.F. est intervenue le 8 avril 1946, c'est-à-dire à une époque où le P.C.F. était encore au gouvernement avec le M.R.P. et la S.F.I.O. Cette nationalisation a été présentée, et l'est toujours, comme une grande victoire de la classe ouvrière, comme le type de solution à mettre en avant pour la construction du socialisme, avec bien sûr quelques modifications dans le caractère plus « démocratique » de la gestion. Qu'en est-il, en fait ?

D'une part la bourgeoisie discréditée est alors obligée de faire des concessions aux forces principales de la résistance.

D'autre part, après la guerre, le P.C.F. se lance dans une opération de collaboration de classe avec la bourgeoisie : reconstruction nationale d'abord, « retroussez vos manches », pas de grèves, etc., suivant en cela la même logique qu'actuellement : c'est par les élec-

tions que viendra le pouvoir, défense de l'« intérêt national », etc.

Si les nationalisations de 46 ont été si facilement acceptées par la bourgeoisie c'est qu'en aucune façon elles n'étaient objectivement des mesures anticapitalistes. L'état technique déplorable dans lequel se trouvaient les entreprises productrices ou distributrices d'énergie exigeait une reconstruction gigantesque et urgente sans laquelle il ne pouvait y avoir de reconstruction de l'économie capitaliste tout entière. La nationalisation faisant supporter cette reconstruction à l'ensemble de la population était la meilleure solution pour la bourgeoisie. De plus les anciens propriétaires furent indemnisés (et continuent à l'être) ce qui leur permit d'investir dans des secteurs plus rentables à l'époque.

La nationalisation certes s'accompagnait de la « participation » (déjà) des travailleurs et des usagers à la gestion de l'entreprise. Mais cela n'était aucunement gênant vu l'accord sur la politique de reconstruction nationale. Lorsque des divergences survinrent, cette gestion tripartite apparut pour ce qu'elle était : de la poudre aux yeux des travailleurs, et cela ne peut être autrement dans un pays capitaliste.

E.D.F. et G.D.F. n'ont donc jamais été des entreprises entre les mains de la classe ouvrière, des modèles à mettre en avant dans les perspectives révolutionnaires.

Cette analyse n'est pas du goût de tout le monde au sein du mouvement ouvrier. Selon certains nous serions trop sévères vis-à-vis des nationalisations : au départ elles étaient dans l'intérêt de la classe ouvrière. Ce n'est qu'ensuite que le pouvoir les a détournées de leur signification première. L'ennui, c'est qu'en certaines occasions, les plus dévoués des serviteurs de la bourgeoisie, tels nos directeurs généraux, nous expliquent très bien pourquoi la nationalisation de l'énergie était une indispensable bouée de sauvetage pour les intérêts capitalistes.

« La période des 25 ans qui s'achève s'est ouverte sur la nécessité de faire face aux pénuries de la guerre. Pendant 5 ans, la France occupée n'a pu travailler qu'au ralenti. De nombreuses usines étaient détruites. L'acier, le béton, le charbon manquaient. Il fallait reconstruire. Dans des circonstances aussi exceptionnelles, il eut été sans doute impossible de faire face, en ordre dispersé, si la loi de nationalisation n'avait confié à une entreprise unique l'essentiel de l'effort de redressement électrique. »

M. Boiteux

- L'Assemblée ouvriers-paysans de la Région Parisienne aura lieu le samedi 24 et dimanche 25 avril au centre administratif à Colombes.

La première séance commencera samedi à 9 heures.



## Ce qui s'est passé à Grenoble

De notre correspondant

Jeudi 11 mars, assemblée interlycéenne : la grève illimitée est décidée dans tous les lycées grenoblois. Cette grève a plusieurs motifs. Le soutien à Vaucanson qui lutte depuis le 8 mars, la liberté d'expression dans les lycées, la lutte contre la répression (en collaboration avec les écoles normales) contre les brigades spéciales d'intervention, et la résolution des problèmes internes aux lycées concernés (règlement, sanctions...). Décision est prise de ne cesser la grève que lorsque toutes nos revendications auront été satisfaites. L'éventualité de la fermeture des lycées n'est pas envisagée.

Le vendredi matin, 12 mars, les lycées Jean-Bart, Louise-Michel ainsi que les C.E.T. Guynemer et Saint-Martin-d'Hères, qui n'étaient pas présents à la réunion de la veille, débrayent dès 8 heures du matin. A 12 heures l'administration annonce la décision de fermer les établissements si les cours n'avaient pas repris le samedi 13 à 12 heures. Tous les autres lycées de la ville, malgré des arrêts de cours partiels, ne sont pas en grève. A Jean-Bart, de graves problèmes d'organisation se posent. Le C.A.L. de Jean-Bart, après une réunion extraordinaire de la commission permanente où quatre élèves grévistes sont présents, prend la décision de reprendre les cours, si le lendemain matin le mouvement ne s'est pas généralisé.

Samedi 13, 8 heures, de nombreux lycéens grenoblois débrayent en exigeant la levée de la mesure de lock-out. Le C.A.L. Jean-Bart, fidèle à ses engagements pris en assemblée générale, appelle à voter de nouveau la grève. Résultats du vote : — pour la continuation de la grève : 520 voix ; — contre : 421 voix.

Il est à noter que l'administration avait interdit aux élèves de première année de C.E.T. de voter, en raison de leur « jeune âge ». Devant les résultats du vote, le C.A.L., voulant mettre en échec le chantage du rectorat, décide l'occupation du lycée pour une durée illimitée. Dès ce moment, l'administration décide de couper court au mouvement en intimidant les élèves par :

- la réinscription immédiate ;
- le chantage du censeur (« des carrières, ça se brise ») ;
- des ordres et contre-ordres.

A 13 heures, le comité d'occupation est réduit à 15 membres. Ces derniers élèves décident d'évacuer le lycée. Jean-Bart est donc lockouté ainsi que Louise-Michel et Guynemer, seule une occupation effective continue à Vaucanson. Conséquence logique, le mercredi à 6 heures du matin, la police investissait Vaucanson, qui était à son tour fermé.

Quelles conclusions tirer de cet échec ?

En effet, il faut admettre l'évidence, une grève qui avait quelque chance d'aboutir à la satisfaction de nos revendications s'est terminée après une semaine d'agitation par un retour à la situation précédente, avec en tout et pour tout, la vague promesse du recteur que des replâtrages seraient faits à Vaucanson.

### Leçons à tirer

Le gouvernement est bien décidé à ce que les lycéens se taisent. Pour ceci, il est prêt à tout : fermeture des établissements, intervention des C.R.S., promesses vagues.

Tous les lycées lock-outés sont des lycées techniques, instigateurs du mouvement. Les lycées classiques en grève partielle ou générale tels que Champollion ou Mounier n'ont pas été fermés. Pourquoi ? Parce que, dans les lycées techniques et C.E.T., où la majorité des élèves sont fils d'ouvriers et appelés à entrer dans la vie active dès la fin de leurs études, on n'a aucun intérêt à ce que ces élèves prennent conscience de la gravité des problèmes.

Face à cet état de fait, seul un mouvement structuré, uni et commun à tous les établissements grenoblois aurait pu être efficace. Or la non-existence de comités de base structurés (sauf à Jean-Bart) a fait que l'action s'est déclenchée de manière trop dispersée pour être efficace. Le 22 mars, un lycée, Fantin-Latour est encore en grève.

Aucune concertation parents-élèves-professeurs n'avait été envisagée, ceci étant surtout dû au fait que les lycéens se méfient de l'immobilisme chronique de certains syndicats.

Le manque de problèmes internes à certains établissements, Jean-Bart en particulier, a empêché de retenir suffisamment l'attention de tous.

Enfin, à Jean-Bart, un certain nombre d'erreurs ont été commises : manque d'organisation de la grève, élèves non intéressés à la grève, panique provoquée par l'administration.

La dernière grande erreur ayant été de déclencher ce mouvement un vendredi, la coupure du week-end jouant en faveur de l'administration.

Il existe toutefois deux points positifs.

C'est à notre avis, la prise de conscience, et ceci depuis l'affaire Guiot, que les lycéens représentent

une force, avec qui, lorsqu'elle sera structurée, le pouvoir devra compter.

Ensuite, mis devant le fait accompli de la grève, les parents d'élèves et les professeurs ont lutté contre la répression. Cette coalition contre le rectorat a arraché la promesse qu'aucune sanction ne serait prise contre les élèves grévistes. Promesse toute gratuite, puisque l'on apprend le 23 mars qu'une quinzaine d'élèves ayant occupé Vaucanson, après avoir été bastonnés et fichés par la police, vont certainement être renvoyés de leurs lycées. De plus, on apprend à 13 heures que le rectorat a décidé le renvoi des élèves arrêtés à Vaucanson ainsi que de tous les meneurs des autres lycées. Cette information, si elle est confirmée, amènera certainement une recrudescence de l'agitation.

La lutte doit donc continuer, sans provocateurs ni récupérateurs, avec l'appui de partis véritablement révolutionnaires et socialistes.

## Au lycée Mallarmé le 19 mars

Des élèves du foyer socio-éducatif ont décidé de tenir un débat sur les prisonniers politiques avec la participation de Krivine.

La direction a émis son veto, entériné par la commission permanente à laquelle ont refusé d'assister les élus du S.G.E.N. et du S.N.E.S. (80 % des professeurs).

Le comité directeur du foyer décide le maintien du débat.

Le vendredi à 16 heures, malgré de nombreuses interventions de l'administration avec Krivine, la police était présente à l'extérieur du lycée (flics casqués et armés) ; à 18 heures sommation des flics après intervention d'un professeur pour éviter les heurts. Après l'engagement des flics de ne faire aucun contrôle, évacuation du lycée sans aucun incident.

La direction du lycée s'est servie de cette réunion pour faire un rapport sur la participation d'un professeur à la réunion afin d'attirer sur lui une mesure répressive (suspension ?...), qui ne reposerait aucunement sur une quelconque faute professionnelle. Le rôle de l'administration est ici très clair.

A la suite des événements du marché aux puces du dimanche 21 mars, un élève du lycée a été incarcéré.

Ce qui est important à noter, c'est là encore l'attitude de l'administration qui a profité de cette arrestation pour envoyer aux parents une lettre notifiant une absence de 15 jours de cet élève et sa désinscription du lycée (lettre datée du 10 mars et envoyée le 24 mars !), alors qu'en aucun cas les seules instances du lycée pouvant prendre cette décision n'ont été réu-

nies : l'arbitraire de la direction, qui ne craint pas l'illégalité pour arriver à ses fins, est encore flagrant.

Pas d'action encore à la date du 28 des profs et de leurs organisations syndicales (S.N.E.S.-S.G.E.N.).

Grève désordonnée, sans objectif des élèves (en fait 150 !) vendredi et samedi.

Là encore, le problème d'une action de masse, sur des objectifs clairs, contre l'arbitraire de la direction, reste posé. □

## Saint-Brieuc

# Des profs avec les élèves

Les élèves du Vau Méno se sont mis en grève mardi 9 mars à 16 heures. Ce mouvement décidé, organisé et contrôlé constamment par les élèves eux-mêmes était motivé par un climat de totale incompréhension et d'hostilité à leur égard. La convocation d'un conseil de discipline consécutif à la sortie nocturne de deux élèves, a cristallisé ce mécontentement, et, simultanément, s'est manifesté par des revendications précises (amélioration du régime intérieur, sorties, études surveillées, foyer, sanctions...). L'action et les discussions les ont amenés à une remise en cause plus profonde du système de formation et de leur avenir professionnel. Ils concluent ainsi leur lettre ouverte au recteur :

- La répression ne résout rien ;
- Les loisirs font partie de la vie ;
- La vie ne s'arrête pas au lycée ;
- Etre un homme c'est posséder le droit de s'informer et de s'exprimer.

Face à la détermination des élèves, l'administration répond par des refus ou de vagues promesses et des mesures autoritaires (fermeture de l'établissement et pression sous forme d'engagement individuel aggravant leur condition de vie dans le lycée).

La majorité des professeurs en ne soutenant pas clairement les élèves dès le début de leur action, s'est en fait désolidarisée de leur lutte.

Le mercredi 10, les professeurs approuvent à une large majorité en assemblée générale toutes les revendications des élèves, mais refusent de rendre publique cette position, par 29 voix contre 25 à un texte précisant qu'ils étaient d'accord avec leurs revendications. Cette attitude contradictoire contribue déjà implicitement à isoler les élèves.

Le vendredi 12, sur les résultats du Conseil d'administration tenu la veille, les appréciations divergent :

- Les élèves considèrent qu'ils n'ont obtenu aucun résultat sur l'essentiel de leurs revendications ;
- La majorité des professeurs, dans une assemblée générale tenue l'après-midi, « considère les conclusions du Conseil d'administration en

partie positives et souhaitent la reprise rapide du travail ».

Quatorze professeurs « confirment leur soutien aux justes revendications des élèves et regrettent que les autorités compétentes n'aient pas su trouver les mesures propres à établir un climat de confiance réciproque nécessaire à la reprise du travail ».

Après une réunion provoquée par le recteur, les délégués des professeurs acceptent de servir d'intermédiaires auprès des élèves pour leur demander de reprendre le travail, oubliant du même coup les revendications principales des élèves. Cette attitude leur vaudra les remerciements du recteur (cf. communiqué du recteur publié dans les journaux du 15).

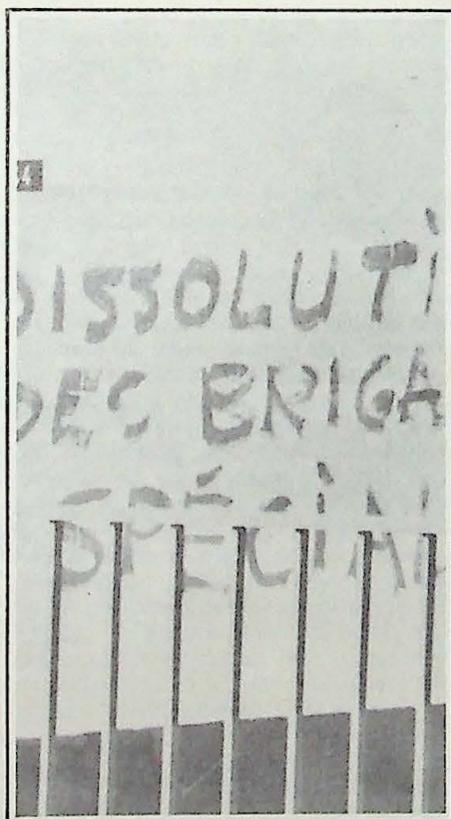
Quoi qu'il en soit, les élèves ont affirmé librement le samedi matin leur volonté de continuer la lutte (89 % pour la poursuite de la grève).

Lundi matin 15, acceptant le fait accompli de la fermeture du lycée, la majorité des professeurs refuse de tenir une assemblée générale dans le lycée. Cette attitude est ressentie immédiatement par les élèves comme une ultime démission à leur égard. Depuis lors, la majorité des professeurs s'en tient à réclamer la rentrée des élèves sans aucune sanction, en ignorant à nouveau les causes réelles du mouvement alors que se développe une vaste solidarité lycéenne, à Saint-Brieuc.

Si, comme nous le préconisons dès le début, nous avions pris une attitude sans ambiguïté à l'égard de la lutte engagée, nous aurions :

- Evité l'isolement progressif des élèves ;
- Obtenue une meilleure compréhension et un soutien du mouvement de la part des parents d'élèves et du public en général ;
- Au lieu de temporiser et de s'enliser dans un Conseil d'administration inefficace, nous aurions été en position de force pour imposer à l'administration la solution aux problèmes posés par les élèves.

Une question maintenant se pose à l'ensemble des professeurs : faut-il faire aboutir les justes revendications des élèves ou reviendrons-nous à la situation antérieure ? □



## Communiqué

Comme vient de le rappeler la Direction Politique Nationale du P.S.U., le pouvoir veut isoler les élèves des lycées et des C.E.T. pour briser leurs luttes et pour sauver son système d'enseignement et son ordre moral. Dans ces conditions, le P.S.U. approuve entièrement l'initiative des Comités de luttes lycéens qui entendent expliquer le sens de leur action directement auprès de la population.

Il engage les enseignants et tous les travailleurs à soutenir activement cette campagne qui commencera le 31 mars.

Face à l'union des conservateurs, il faut assurer la jonction entre le combat des travailleurs et celui qui se développe, avec une force grandissante, dans les lycées et les établissements techniques.

## Les pièges de l'avortement et de la contraception

Michèle Legendre

Débordant très largement le cadre relativement étroit des rapports sexuels, mettant en cause tous les fondements de la personnalité et donc du couple, il est normal que la reproduction humaine, la contraception et l'avortement suscitent des débats passionnés. Il est d'autant plus regrettable que le ton adopté par « T.S. » en cette matière rappelle un peu trop l'injonction et l'anathème qui faisaient partie jusqu'à présent de l'arsenal répressif des adversaires de la contraception et de l'avortement. Il serait navrant que des militants socialistes adoptent des attitudes et des pratiques qui ont constitué de la part du clergé catholique une ingérence intolérable dans la vie des couples et aboutissent d'ailleurs à un échec.

Les deux articles de Michèle Descolonges parus dans « T.S. » récemment (nos 481 et 486) appellent des remarques de deux types : les unes relativement subalternes, les autres plus graves et plus larges.

Pour les premières, disons par exemple que l'Eglise catholique a toujours condamné la pratique du coït interrompu ; il ne sert à rien d'aggraver le cas de cette Eglise en déformant les faits. En cette matière comme dans les autres, la vérité peut seule favoriser à terme la prise de conscience. On est, d'autre part, en droit de considérer la réponse de Michèle à ses correspondants P. et M. Baudet comme de mauvaise foi lorsqu'elle écrit, à propos des méthodes de contraception dites « naturelles », qu'il s'agirait de n'avoir au cours de sa vie qu'un rapport sexuel par enfant. La mauvaise foi est une médiocre manière de conduire les débats à l'intérieur comme à l'extérieur du parti puisqu'en fin de compte elle aboutit à les fermer. Qui peut prétendre avoir si rapidement le dernier mot ?

Ceci n'est important que dans la mesure où un tel ton peut inquiéter sur la qualité des campagnes d'information, par ailleurs indispensables.

Cependant, d'autres problèmes sont plus importants. Sans s'aventurer dans les méandres de la psychanalyse, on peut constater que la fécondité et sa régulation sont au cœur de la vie individuelle et collective (il serait intéressant de s'interroger sur la baisse de la

natalité dans les pays où l'avenir apparaît bouché). A ce titre ils ne peuvent être traités que de manière diversifiée. La charge affective de ces problèmes est telle pour chacun de nous qu'il faut prendre garde à ne pas régler ses propres comptes, à ne pas projeter sur « les femmes — et les hommes ! —, prolétaires et prolétarisés » les problèmes d'une vie sexuelle qui, si riche et variée qu'elle puisse être, n'en représente pas moins une seule expérience parmi beaucoup d'autres.

La tentation est toujours grande pour les couches petites bourgeoises intellectuelles de faire partager leurs propres aliénations au prolétariat. Il ne s'agit pas là d'un mauvais procès mais d'une tendance souvent rencontrée dans le domaine de l'animation culturelle, par exemple.

Bien qu'on manque de vérifications expérimentales (c'est le moins qu'on puisse dire !), il est peu probable qu'on puisse construire une éthique socialiste en prenant simplement le contre-pied de l'éthique dominante en système capitaliste ; aussi, la préoccupation éthique n'apparaît-elle nulle part dans les papiers de Michèle Descolonges, si ce n'est comme un arrière-fond négatif ou dans la référence extrêmement vague à « une vie sexuelle optimale » ou au « bonheur sexuel des couples ». On ne peut pas dire que ces concepts brillent par leur clarté, même s'ils sont chaleureux et sympathiques.

Là où le bât blesse, c'est lorsqu'on voudrait normaliser le bonheur sexuel comme s'il n'était pas étroitement lié à la personnalité et au passé culturel de chacun et de chaque couple. Nous n'avons pas à préconiser telle ou telle méthode de contraception de manière terroriste, comme le font certains médecins, partisans inconditionnels de la pilule. Nous devons, au contraire, expliquer clairement et sans jouer sur les mots les avantages et les inconvénients respectifs des différentes méthodes et laisser à chacun non seulement la liberté formelle, mais surtout la liberté morale et psychologique (donc ne pas culpabiliser les usagers du thermomètre, par exemple) de choisir celle qui lui convient à chaque moment.

Or, on peut être inquiet lorsqu'on voit un hebdomadaire socialiste refu-

Aussi curieux que cela puisse paraître, l'avortement restera le fait social et politique dominant de cette semaine. La publication dans Le Nouvel Observateur d'un manifeste comme des polémiques qu'il a suscitées ont alimenté les conversations dans des milieux très larges.

On aurait tort de prendre le problème à la légère. La lutte des femmes de couches sociales diverses pour se libérer du poids ancestral de la maternité obligatoire est un fait politique. Il n'est que de voir la manière dont la fraction « éclairée » de la majorité réactionnaire essaie de récupérer ce phénomène, en en travestissant la signification.

Cependant, quand on a dit ça, on n'a pas dit grand-chose. Car si des militants socialistes se mettent facilement d'accord pour lutter à court terme pour la légalisation du droit à l'avortement, il n'est pas certain que cet acte pose pour eux la même vision de l'organisation sociale future et du rôle de la femme en tant qu'être libre. La lettre que nous publions dans ce numéro, faisant suite au courrier déjà reçu (T.S. n° 486), en est une illustration frappante.

Car on peut disserter à perte de vue sur les avantages et inconvénients de chaque méthode contraceptive. Ce qui est en cause, pour des militants révolutionnaires, ce n'est pas le choix de détail, c'est la finalité qui veut que la contraception n'est pas, comme le laisse entendre Michèle Legendre, un moyen de réparer les tares d'une société, mais en soi un moyen de refuser l'« inévitable » et donc de s'affirmer face à une société répressive. Il s'agit donc d'une lutte qui rejoint le combat général du mouvement ouvrier pour « changer la vie ». Michèle Descolonges, dans ses articles, certes trop courts par nécessité, n'a jamais rien dit d'autre. L'éthique, c'est aussi, en terme de socialisme, faire des choix clairs.

T.S.

ser la réflexion à long terme (« il ne s'agit ni du court terme ni du long terme ») ; n'y avait-il d'autre projet socialiste que de raccommo-der sommairement les blessures occasionnées par le système de production dans lequel nous vivons ?

A un moment où la vie sexuelle, pour des raisons sociologiques et physiologiques, est plus longue que jamais, proposer des méthodes contraceptives comme bonnes pour tout le monde et à tout moment est un leurre, et il y a plusieurs raisons à cela : d'une part, toutes les méthodes ont des inconvénients, dire le contraire est un mensonge ; d'autre part, il serait absurde de traiter le problème de la même manière, qu'il s'agisse des premières expériences sexuelles, puisqu'il faut bien commencer un jour, ou de la vie du couple à 40 ans. Les brèves rencontres, les liaisons et la vie commune ne posent pas les mêmes problèmes ; le fait d'avoir déjà des enfants ou de n'en pas avoir est également une variable importante. En posant des normes et des injonctions, on nie l'évidence : il y a des étapes et des variantes dans la vie affective des hommes et des femmes ; ils ont le droit de ne pas avoir les mêmes réactions à 30 ans qu'à 18 ; c'est à eux que revient, à chaque moment, le droit de choisir le meilleur moyen de limiter leur fécondité s'ils le souhaitent. Les arguments spéculatifs développés contre les usagers du thermomètre montrent bien les limites des articles de « T.S. » sur ce sujet. Ils opposent à la méthode des températures le fait qu'ils limitent le nombre des rapports sexuels. Fort bien, il s'agit en effet d'une pratique assez spartiate. Mais on peut penser que pour un couple culpabilisé par les contraceptifs mécaniques et chimiques, il est préférable d'avoir des rapports espacés, mais riches, que des rapports fréquents mais empoisonnés par la culpabilité et la frigidité. Là encore, c'est à eux de choisir en toute liberté, donc sans que les militants socialistes les considèrent comme arriérés et réactionnaires. Nous devons leur laisser la possibilité d'évoluer au gré de leur maturation affective et en fonction de l'éducation qu'ils ont reçue. Le prêche libérateur n'a jamais provoqué le grand soir.

La campagne en faveur de la légalisation de l'avortement est nécessaire et souhaitable ; elle doit cependant éviter certains pièges. Celui, entre autres, de se transformer en campagne pour l'avortement. Il serait navrant de conférer à l'avortement une espèce de valeur morale en soi comme certains grands ancêtres l'ont fait, par exemple pour l'amour dit « libre ». L'union libre, dans notre société, est un choix, il n'y a pas lieu de lui conférer une quelconque valeur en soi. Pour l'avortement, c'est plus complexe, puisqu'il s'agit souvent d'une douloureuse obligation. En tant que militants socialistes, nous devons nous demander pourquoi la maternité illégitime est intolérable économiquement et psychologiquement pour une jeune ouvrière et peut devenir un objectif pour certaines femmes célibataires pourvues de diplômes et de bons salaires ; nous devons expliquer que dans la France de 1970, les familles nombreuses sont un privilège de riches et ne sont un fléau que pour les couches sociales défavorisées. L'avortement est souvent un moyen de s'adapter à l'exploitation, il permet de limiter les dégâts occasionnés par un échec ou une erreur, il n'est pas un bien en soi. En repoussant une telle réflexion, on se dispense, par exemple, de mettre le doigt sur le sort inique fait en France aux enfants nés hors mariage.

Il est de mauvais ton à gauche de poser le problème de la vie et de la mort à propos de l'avortement comme s'il ne s'agissait que de moralisme petit bourgeois. Cependant, qui peut nier l'étroite liaison qui existe entre la fécondité et la mort ? Il suffit, pour s'en convaincre, de savoir combien l'idée de la mort hante certaines femmes enceintes, heureuses de l'être. Nier que l'avortement, même spontanément souhaité, même indispensable, n'ait, dans bien des cas, un coût psychologique important, c'est céder à la facilité, c'est aussi une forme de paternalisme à court terme et à courte vue. Nous devons, dans toute cette campagne, avoir à l'esprit que le problème n'est simple que pour les individus et les couples qui ne se trouvent pas dans l'impérieuse nécessité de recourir à l'avortement.

# Les enfants meurent dans les hôpitaux

De notre correspondant

Depuis décembre, une surinfection provoquée par un collibacille dans les services de pédiatrie a entraîné la mort de plus de 15 enfants (peut-être même plus de 20). Ce n'est pas la première surinfection signalée dans les services hospitaliers de Clermont-Ferrand, mais celle-ci a eu des conséquences d'autant plus graves que les conditions d'hospitalisation étaient scandaleuses et propres à favoriser l'épidémie :

- Les services sont surchargés par rapport à leurs possibilités d'accueil (il n'est pas rare de voir cinq enfants dans un box prévu pour trois) ;

- Les locaux sont vétustes et étroits (les soins courants tels que les pansements et les perfusions se font à côté de poubelles pleines à ras bord) ;

- De plus, il n'y a pas assez de personnel pour assurer le travail exigé, ni même un travail correct.

A la suite de différentes interventions, l'administration de l'hôpital a été forcée de réagir, en déménageant deux services dans des locaux qui pourtant ne sont guère mieux adaptés que les précédents, en prenant les précautions rudimentaires pour éviter la contagion. Mais à quoi tout cela peut-il servir lorsqu'il n'existe des W.-C. que du côté réservé aux contagieux ?

Si une telle situation a pu s'installer, c'est qu'il n'y a pas de crédits pour un secteur tel que celui-ci qui

n'est pas directement rentable. (Les cliniques privées ne s'en chargent pas : les appendicites rapportent beaucoup plus). L'hôpital, lui, essaye de pallier le manque de personnel en exploitant du personnel non rémunéré (élèves auxiliaires, élèves puéricultrices, élèves infirmières, etc.).

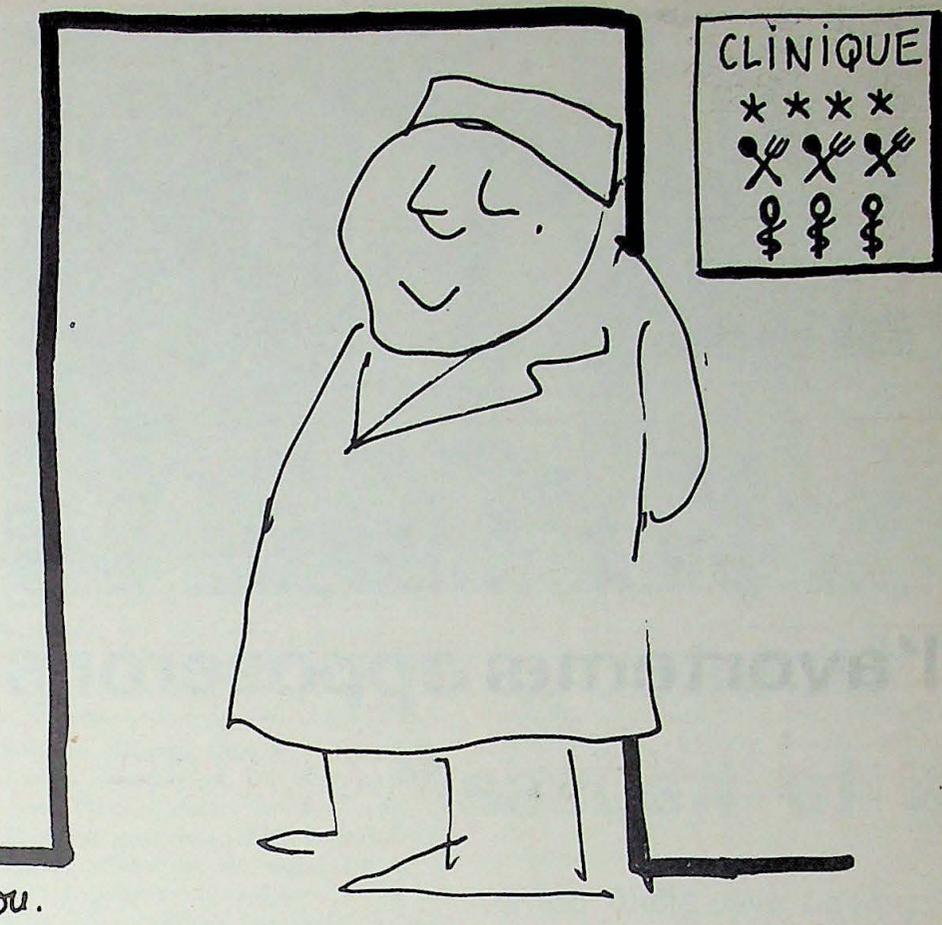
Bien sûr, sous le prétexte de ne pas affoler la population, un véritable mur du silence a existé du côté des moyens d'information habituels (presse locale et nationale) pendant plus de deux mois, malgré l'interven-

tion de « Lutte ouvrière » et des militants du secteur santé du P.S.U.

Mais, à l'approche des élections municipales, on a vu se précipiter les informations dans la presse et même sur les stations de radio. Mais au service de qui ? Le maire sortant, « socialiste », a accusé le candidat gaulliste de grossir l'affaire, le candidat gaulliste a accusé le maire sortant (membre du conseil d'administration de l'hôpital) de la couvrir.

Où sont donc les responsabilités ?

Qui oriente la politique du gouvernement vers les carences du secteur santé ?



Qui refuse les informations que les travailleurs ont le droit de connaître ?

Il n'est bien sûr pas question pour nous de remettre en cause le dévouement du personnel hospitalier, tout aussi exploité, consciemment ou non, que le personnel d'autres entreprises.

L'intervention des militants P.S.U. du secteur santé a été, par des tracts distribués dans les quartiers et à l'Hôtel-Dieu, de rompre le mur du silence, d'expliquer pourquoi les crédits font défaut pour des secteurs non rentables, enfin de montrer que

nous n'avons pas le droit de nous taire :

- les problèmes de santé concernent toute la population et non seulement quelques initiés (médecins, etc.) ;

- le bruit fait autour de cette affaire a forcé l'administration à réagir ;

- certains problèmes de santé (cette épidémie à l'Hôtel-Dieu, mais aussi la sécurité dans les usines, les mauvaises conditions de logement...) doivent être pris en charge par tous ;

Nous devons imposer un contrôle des travailleurs sur la santé. □

DISQUES		LE CHANT DU MONDE		LE NOUVEAU CHANSONNIER INTERNATIONAL TAHUALPA YUPANQUI		FOLKWAYS SELECTION	
				PRIX		PRIX	
<b>CHANTS REVOLUTIONNAIRES</b>							
			PRIX				
74435 - Chants révolutionnaires du monde	26.40	74394 - Atahualpa Yupanqui-Duerme negrito	26.40	1601 - Folksong Selection	10.50	5436 - Chants de la guerre d'Espagne 1	36.20
4096 - Chants révolutionnaires allemands	11.10	74371 - Atahualpa Yupanqui-soy libre	26.40	5437 - Chants de la guerre d'Espagne 2	36.20	5233 - Songs of struggle and protest	36.20
4288 - Cuba - Chants de la Révolution Cubaine	26.40	74415 - Atahualpa Yupanqui-Preguntitas sobre	26.40	5485 - Woodie Guthrie Sacco Venzetti	36.20	50103 - Peete Seeger Hootenanny	31.70
4279 - Chants de la guerre d'Espagne	26.40	74395 - Le chant profond de l'Amérique Latine	26.40	50104 - Woodie Guthrie this land	31.70	55285 - Chants des syndicats américains	31.70
4336 - Chants pour la liberté	26.40	74346 - Sertao et Favelas-Bresil	26.40	55717 - Chants de la guerre de Sécession 1	31.70	55718 - Chants de la guerre de Sécession 2	31.70
4309 - Chants révolutionnaires mexicains	26.40	74407 - Juan Capra-Chili-Canto à lo humano	26.40				
74446 - Chants de la résistance palestinienne	26.40	74444 - Colette Magny - Feu et rythme	26.40				
4308 - Chants de lutte Portugal-Angola	26.40	74362 - Chants d'Uruguay - Daniel Viglietti	26.40				
4343 - Chants de la Révolution Russe	26.40	74421 - Judith Reyes - Cronica mexicana	26.40				
4344 - Chants de la paix et de la guerre	26.40						
4316 - Chants des maquis du Vietnam	26.40						
<b>100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE</b>				<b>CHANTS DIVERS</b>			
	PRIX			4327 - Chansons de Mikis Theodorakis	21.00	TKOI - C. Magny chante mai 68	24.25
74447 - Chants de la Commune par le Groupe « 17 »	26.40	4338 - Paul Robeson	21.00	74429 - Chants d'Espagne par Mara	28.40	74318 - C. Magny - Vietnam 67	21.00
74449 - A l'assaut du ciel	28.40	76032 - Présence de Lorca - Germaine Montero	28.40				
		74363 - Paseando por Espana - Germaine Montero	26.40				
		74426 - Lénine et les chansons	21.00				
		78187 - Pierre et le loup, récitant G. Philippe	28.40				

Passez vos commandes, accompagnées du règlement à : TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, PARIS-15<sup>e</sup>. C.C.P. 58.26.65 PARIS. Les prix sont franco de port

Sélection **tribune** socialiste



## “Nous nous opposerons à la hausse”

Entretien avec Henri Baron

*A l'issue de la conférence de presse organisée récemment par la Fédération des comités d'usagers des transports en commun de la région parisienne, son président, Henri Baron, a fait avec nous le point de l'action des comités d'usagers.*

« T.S. ». — Une campagne de dénonciation de l'agitation « gauchiste » dans le métro occupe depuis quelque temps les colonnes de la grande presse. De quoi s'agit-il ?

H.B. — Des incidents ont récemment éclaté entre les employés de la R.A.T.P. et des groupes de jeunes organisant la « revente » des billets. Les différents syndicats de la R.A.T.P. ont alors publié un communiqué prenant position sur ces incidents. Il s'en est suivi une intense campagne d'exploitation politique, orchestrée par le pouvoir : communiqué des C.D.R., appel de la préfecture de police, etc., et par une partie de la presse. (« l'Aurore » s'est particulièrement distinguée à cet égard...).

Cette campagne a été dénoncée par les syndicats C.F.D.T. de la R.A.T.P. qui considèrent qu'elle visait essentiellement, pour la bourgeoisie, à créer la confusion et à discréditer l'action organisée des usagers.

« T.S. ». — Quelle est, sur ces incidents, la position des comités d'usagers ?

H.B. — Il est bien évident que ce n'est pas par l'agression contre les employés de la R.A.T.P. que les usagers entendent mener leur lutte revendicative !

Mais les conditions scandaleuses de transport que connaissent les usagers comme les conditions de travail des employés de la R.A.T.P. suffisent à expliquer les réactions de colère qui peuvent parfois se produire de part et d'autre.

Cela dit, seul le gouvernement a intérêt à opposer usagers et employés de la R.A.T.P. En ce qui concerne la

F.C.U.T.C.R.P., elle a depuis longtemps expliqué que les revendications des employés de la R.A.T.P. et des usagers n'étaient en rien incompatibles, bien au contraire !

La F.C.U.T.C.R.P. demande donc aux usagers de soutenir les revendications des employés de la R.A.T.P. De la même manière, elle demandera aux employés de la R.A.T.P. de ne pas accepter des fonctions « policières » par rapport aux usagers. Si la hausse intervient, elle demandera en particulier aux employés de la R.A.T.P. de ne pas s'opposer aux usagers qui désireraient ne pas présenter leur ticket ou leur carte hebdomadaire.

« T.S. ». — Que penser des mesures récentes du gouvernement ?

H.B. — Sous la pression des usagers, le scandale des transports en commun est enfin devenu, au moins pour ordre de nos ministres, un sujet de Conseil restreint sous la présidence de M. G. Pompidou.

Sans doute fallait-il toute sa haute autorité pour que l'on atténue, déforme, diffère ou ajourne toutes décisions positives et que l'on se contente de quelques hausses d'amendes pour donner quand même à la presse la possibilité de titrer !

Que penser des décisions propres à la région parisienne ?

D'abord, qu'aucune augmentation des crédits du VI<sup>e</sup> Plan — 14,4 milliards dont 5 aux transports publics — n'étant intervenue, toutes promesses de priorité aux transports ou d'amélioration de confort ne peuvent être que vaines et démagogiques.

Ensuite, que le rétablissement d'une taxe sur les entreprises (supprimée en 1958) d'environ 17 F par

employé n'évitera pas, si l'on en croit M. Chamant, l'augmentation des tarifs pour les usagers. Encore faut-il qu'un vote intervienne au parlement pour que cette « surprime » entre en vigueur en 1972 ! Les travailleurs qui dépensent en moyenne pour leur transport trois fois la prime actuelle de 23 F sauront manifester leur exigence d'une carte unique hebdomadaire train-métro-bus payée par les patrons.

« T.S. ». — Et le stationnement payant ?

H.B. — Comme les relèvements des taux d'amendes, il ne constitue en fait qu'un impôt nouveau dont l'effet de « dissuasion » à l'égard de l'usage de la voiture à Paris sera nul puisqu'il n'y a pas de transports en commun de remplacement dans les banlieues où l'on envoie les travailleurs. Si une suppression de la voiture dans les villes s'impose, c'est pour qu'y vivent des transports publics. Toutes mesures de restrictions non généralisées — a fortiori une discrimination par l'argent — est dans les circonstances actuelles une absurdité doublée d'une injustice.

Les usagers et les travailleurs ne sont pas dupes. Ils comprennent clairement qu'on défend des intérêts qui ne sont pas les leurs. Leurs réactions et leur colère n'ont jamais eu, autant qu'aujourd'hui, de raisons d'être et de se manifester.

« T.S. ». — Quelles sont maintenant les perspectives d'action pour les comités d'usagers ?

H.B. — Tout permet de penser que le pouvoir prépare une prochaine hausse des transports en commun de la région parisienne. Il essaiera sans doute de jumeler l'augmentation avec l'instauration de la carte unique train-métro-bus, mesure technique souhaitable, depuis longtemps réclamée par les comités d'usagers... qui demandaient également qu'elle soit payée par le patronat !

A ce sujet, nous tenons à préciser un certain nombre de choses : la F.C.U.T.C.R.P. rappelle son complet désaccord avec la notion de rentabilité de la R.A.T.P. : service public, la R.A.T.P. n'a pas à être « rentable ». Elle rappelle également que le réseau de la R.A.T.P. fonctionne essentiellement pour le plus grand bénéfice des entreprises de la région parisienne, si des problèmes financiers existent, ce sont à elles de payer.

C'est pourquoi elle appellera les usagers à s'opposer par tous les moyens à la prochaine hausse. A cet effet, elle demande à toutes les organisations politiques et syndicales de s'associer à la préparation d'une grande manifestation de riposte contre la hausse. Si cette initiative unitaire s'avérait sans suite, la Fédération appellerait les usagers à manifester leur mécontentement dès l'annonce de la hausse.

En tout état de cause, elle confirme son appel à manifester le jour même où la hausse entrera en vigueur, comme de nombreuses affiches en témoignent déjà dans toute la région parisienne. □



Commandes à TRIBUNE SOCIALISTE  
54, bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20  
par 25 exemplaires - le numéro 1,50 F  
C.C.P. 58.26.65 Paris

# Le congrès du centrisme bureaucratique

Pierre Naville

Le XXIV<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., jusqu'au moment où nous écrivons, se présente comme celui de l'équilibre, ou si l'on veut, du « centrisme bureaucratique ». Le rapport de L. Brejnev, comme premier secrétaire du parti, a donné le ton. Comme ce rapport est évidemment le fruit des délibérations du Bureau politique, il est à peu près certain que ni les autres rapports ni les « débats » ne peuvent apporter de nouveauté.

La bureaucratie fortement organisée dans le parti, qui dirige le pays, ne devait pas s'attendre à un congrès semblable au XX<sup>e</sup>, ni même au XXIII<sup>e</sup>. Le culte de Staline est enrayé, la « réforme économique » n'a pas entraîné trop de mécomptes, la « coexistence pacifique » se poursuit à l'extérieur, et à l'intérieur le système répressif continue à faire ses preuves. Pas de vagues !

Dans ces conditions, le rapport du premier secrétaire voulait donner l'impression d'un parti sûr de lui, d'un pays sûr de lui, d'une économie sûre d'elle-même. En rassurant le pays, le parti et la bureaucratie se rassurent eux-mêmes. Les formules sont à la conciliation : ni « culte de la personnalité », ni « subjectivisme » (voilà pour Staline et Khrouchtchev) ; ni concessions devant les attaques idéologiques, ni refus d'accommodations entre États (voilà pour Mao-Tsé-Toung) ; ni approbation d'une politique agressive à l'extérieur, ni entraves à la coexistence mondiale (voilà pour Nixon) ; ni libéralisme naufrageur, ni dictature administrative trop lourde (voilà pour les peuples de l'U.R.S.S.) ; ni interventions dans les affaires des autres partis, ni relâchement des liens avec l'U.R.S.S. (voilà pour les Tchécoslovaques et autres). Ces formules équilibrées visent à donner du parti dirigeant, parti unique, l'image de la sagesse incarnée, du centrisme à l'intérieur comme à l'extérieur.

Les interventions des délégués des principaux partis communistes d'autres pays pouvaient alors, dans ce concert de sagesse, faire valoir sans danger une petite note particulière. Roumains, Italiens et Français se sont distingués par leur subtilité de langage, pour évoquer une « indépendance » soigneusement tenue en laisse. Eux aussi devaient jouer le jeu de la conciliation.

Comme le Parti communiste régit en U.R.S.S. toute la vie nationale, il lui est aisé de présenter des bilans satisfaisants en faisant tout simple-

ment état du développement dans tous les domaines. Tout succès est inscrit au bénéfice du parti. Toute difficulté est imputée à ses adversaires. A ce jeu, la bureaucratie dirigeante est toujours gagnante. Le congrès du parti sert alors à faire le point au moment voulu.

Pourtant chacun sait, en U.R.S.S. comme ailleurs, que ces assises officielles dissimulent les vrais problèmes. Pour qu'elles les soulèvent, il faut que les crises intérieures de l'appareil d'État et du parti soient si fortes qu'on ne puisse tout à fait les passer sous silence, au moins à huis clos. C'est justement ce qui s'était produit lors du XX<sup>e</sup> Congrès, au sujet de l'héritage de Staline, et au XXIII<sup>e</sup> pour l'introduction de la réforme économique.

Mais lorsque les tensions intérieures sont moins fortes, le congrès n'est plus qu'un rendez-vous routinier où la bureaucratie dirigeante se donne à elle-même le visage qu'elle souhaite présenter à tous : celui d'un pouvoir raisonnable, arbitral, justicier, dont personne ne peut contester le rôle toujours indispensable, et qui conduit le peuple au communisme comme on mène les enfants à la promenade.

Pourtant les difficultés et les conflits existent. Et l'équilibre apparent du parti tend peut-être à révéler que dans la période actuelle les conflits intérieurs aux cercles dirigeants et au parti dans son ensemble sont en train de devenir moins voyants, moins graves, de céder le pas à ceux qui opposent de plus en plus les masses travailleuses à l'ensemble de la bureaucratie. Les querelles des sommets sont pour le moment moins révélatrices que l'agitation dans les masses, à l'intérieur et à l'extérieur. D'où cette façon qu'a Brejnev d'appeler tous les appareils dirigeants à se serrer les coudes en manifestant son impassibilité.

Brejnev a proposé — et c'est peut-être la seule proposition significative de son rapport — que désormais les congrès du parti soient liés à l'adoption d'un nouveau Plan quinquennal. Autrement dit, une sorte de « contrat de législation » serait conclu entre le parti et l'administration économique.

Cette proposition, qui a dû être sérieusement mûrie, présente plusieurs avantages pour les dirigeants. D'abord, elle permettra sans doute de régler la périodicité des congrès sur celle des Plans : tous les cinq ans. Le Plan « quinquennal » n'existe plus guère dans les faits. Ce qu'on

appelle ainsi est devenu un ensemble de plans « perspectifs », à dix ou quinze ans, de plans annuels, et de plans pluriannuels à échéance quelconque. Le délai « quinquennal » subsiste comme un grand mythe économique et rien de plus. Y accrocher la tenue des congrès est habile. Autre avantage : ce n'est plus seulement le Comité central ou la Commission du Plan qui seront engagés pour les objectifs prescrits : ce sera tout le parti. De plus, toute l'administration économique se verra obligée — dans la mesure où elle n'est pas directement représentée dans le parti — de se soumettre au verdict du parti.

Cette mesure a donc pour effet de lier un peu plus l'administration au parti dirigeant, c'est-à-dire de réduire les désaccords, et de rendre plus difficiles ces velléités d'indépendance, voire d'autonomie, qui se manifestent souvent dans l'appareil économique.

Or, ces désaccords, ces désordres même, ont tendance à se manifester de plus en plus ouvertement dans la mesure même où la population commence à s'opposer constamment aux mesures dictées par en haut. Ce qui se produit dans des milieux intellectuels importants, écrivains, enseignants ou ingénieurs et médecins, exprime sous toutes sortes de formes un mécontentement croissant. Le peuple revendique des « droits » ; il les prend souvent, sans crainte de propager des écrits clandestins ou de faire grève de bien des façons. Ce qui se passe réellement dans la vie populaire de l'U.R.S.S., c'est ce qui se produit déjà dans les pays voisins. Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie : la menace de soulèvements contre l'autorité bureaucratique, l'arbitraire du parti, le monopole du pouvoir. « L'auto-administration » des « organisations sociales » se solde une fois de plus par le renforcement de l'emprise du parti dirigeant.

Il est clair que cette situation endémique est au centre des préoccupations du XXIV<sup>e</sup> congrès. Pour le moment, elle n'est pas reconnue clairement. Mais le rapport de Brejnev lui-même s'en ressent dans sa prétention à « pacifier » les esprits en rejetant les tendances extrêmes. Il est vrai que le « centrisme », comme tendance à incarner un équilibre difficile au-dessus des classes, en dominant les antagonismes qui s'y manifestent, est depuis longtemps le lot du Parti communiste de l'U.R.S.S., mais le calme apparent qu'il affiche pourrait bien être celui qui présage des tempêtes. □

# Bilan d'un réformisme

Christian Leucate

Le 3 octobre 1968, une junte militaire prenait le pouvoir à Lima, affirmant à la fois sa fidélité « à notre tradition occidentale et chrétienne » et son engagement « nationaliste, anti-impérialiste et révolutionnaire ». Nationalisation de la compagnie pétrolière I.P.C., réforme agraire, ouverture diplomatique vers Cuba étaient données comme gages de cette orientation. Le Parti communiste péruvien salue aussitôt cette révolution « antioligarchique, antiféodales et antiimpérialiste », étape indispensable selon lui vers le socialisme. Cuba qualifie chaleureusement les mesures prises d'« authentiquement révolutionnaires ». Les tendances posadistes et pablistes du mouvement trotskyste péruvien apportent un « soutien tactique » au nouveau régime...

En revanche, les formules ambiguës du gouvernement Velasco, n'abusent pas le reste du courant révolutionnaire (1). Le M.I.R. (Mouvement de la gauche révolutionnaire, partisan de la lutte armée) le F.I.R. (IV<sup>e</sup> Internationale, Hugo Blanco), la Vanguardia Revolucionaria, les deux partis communistes pro-chinois animent une vive oppo-

sition de gauche. Le bilan concret de l'action de la junte confirme pleinement une telle dénonciation de sa nature de classe (2).

## Montée de la bourgeoisie industrielle...

Dès le départ, il était clair que le régime militaire entendait s'en tenir à un actif réformisme bourgeois. S'inspirant des thèmes agités par l'A.P.R.A. (Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine), depuis 40 ans, reprenant à son compte les revendications nationalistes de la bourgeoisie radicale et les aspirations à la terre des Indiens et du sous-prolétariat rural des grandes « haciendas », son programme portait incontestablement atteinte aux intérêts traditionnels d'une oligarchie bourgeoise, directement liée à l'impérialisme et qui avait pu conserver tardivement sa puissance

Mais pas plus que la lamentable expérience d'une « troisième voie » réformiste tentée de 1963 à 1968 par le régime Belaunde, la junte ne prétend sortir de la voie capitaliste. De fait, elle a représenté le seul recours des nouvelles couches de la bourgeoisie urbaine pour affirmer leur préention à l'hégémonie politique et à une relative autonomie économique, c'est-à-dire à un partage plus favorable de la propriété capitaliste et de la plus-value entre elle et l'impérialisme.

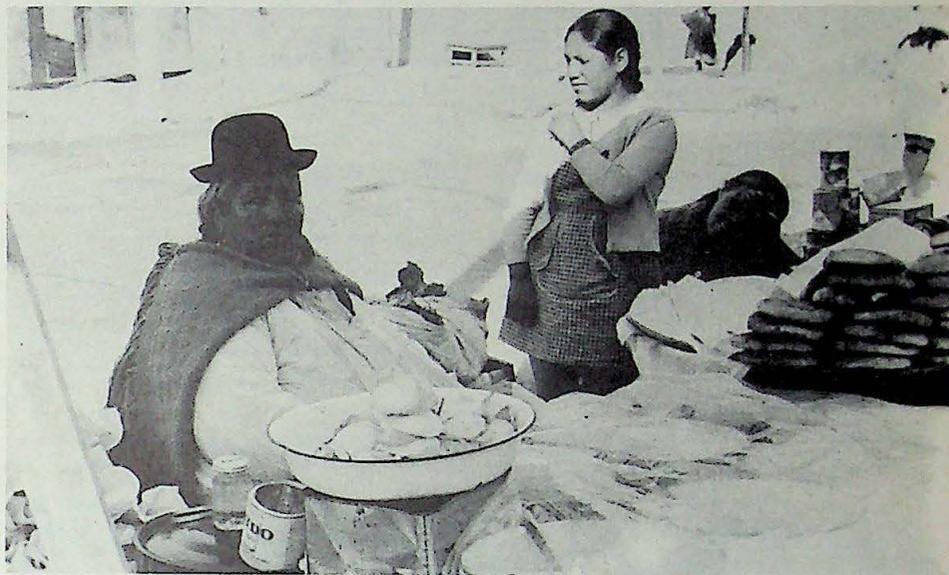
La stratégie développée à cette fin depuis deux ans s'avère cohérente : réforme agraire favorisant la conversion industrielle de la vieille bourgeoisie, développement d'un secteur d'Etat soutenant l'essor de l'industrie nationale privée, renforcement des classes moyennes...

Le climat de répression généralisé, dans lequel sont appliquées réforme agraire et « réforme de l'entreprise », le caractère purement nationaliste de la mobilisation populaire entretenue par le régime, l'aggravation de la situation économique des masses soumises à la double exploitation de l'impérialisme et d'une bourgeoisie nationale ambitieuse, redonnent au-delà des illusions du populisme, tout son sens à la lutte des classes.

(1) Cf. « Impérialisme et populisme en Amérique latine », « T.S. » n° 445.

(2) Cf. à ce sujet « Pérou, révolution socialiste ou caricature de révolution » de Ricardo Pumaruna-Letts, secrétaire de Vanguardia Revolucionaria, dont est extraite la documentation de cet article. (Maspero, 1971).

(3) Cf. à ce sujet « Développement du sous-développement », André Gunther-Franck. (Maspero.)



## La réforme agraire

La nouvelle loi de réforme agraire est plus ambitieuse que celle de Belaunde. (Elle frappe toutes les propriétés, au-dessus de 150 ha et non plus de 400 ha.) Mais par ses modalités — morcellement en unités familiales, remboursement sous forme de « bons agraires » — elle relève toujours d'un réformisme bourgeois.

En transformant les expropriétaires terriens en rentiers, elle encourage un transfert de la fortune bourgeoise vers le secteur de l'industrie nationale. En créant une structure de petite propriété agricole, elle élargit considérablement le marché de consommation ouvert à cette industrie et suscite le développement d'une nouvelle classe moyenne, base d'appui du régime face aux masses ouvrières et au sous-prolétariat rural.

La réglementation paternaliste des coopératives agricoles et de « Sociétés Agricoles d'Intérêt Social » a réussi à en faire, non pas les organes d'une réelle démocratie prolétarienne, mais un vaste appareil d'exploitation des masses rurales, profitant directement aux anciens propriétaires qui s'approprient la plus-value sous la forme de « remboursements ».

ce économique et politique grâce aux régimes autoritaires de Odría jusqu'à 1950, de Manuel Prado par la suite. Il remettait également en cause la mainmise directe, des monopoles impérialistes sur les ressources pétrolières et minières. En ce sens, le nouveau régime avait les aspects objectivement progressistes de toute « révolution démocratique bourgeoise », même tardive.

## La « doctrine Velasco »

La « Loi sur les industries » de 1970 fixe le cadre institutionnel le plus propice à un développement accéléré de l'accumulation industrielle et de la bourgeoisie nationale. Si l'Etat se reconnaît, à titre de capitaliste collectif, la responsabilité du secteur des « industries de base », les stimulants fiscaux ou financiers aux entreprises industrielles privées sont le ressort essentiel du développement.

Dans le même temps est instaurée une « communauté industrielle » censée assurer « la participation des travailleurs aux bénéfices, à la propriété et à la direction des entreprises ». Faux-semblant digne de la « participation » gaulliste, le dispositif de collaboration de classes, sert principalement à grossir l'accumulation capitaliste des « fonds d'intéressement », obligatoirement réinvestis dans l'entreprise.

Enfin les conditions posées à l'investissement étranger, sous prétexte d'« intérêt national », lui sont les plus directement favorables : obligation d'un « profit raisonnable » incitant ouvertement à la fraude fiscale ; vente obligatoire de l'entreprise au bout d'un certain délai, donnant en fait une garantie officielle contre la nationalisation et permettant au capital étranger de déplacer sans cesse sa domination vers les secteurs les plus avancés.

Mais une fois acquises ces dernières conquêtes « antiféodales », cette stratégie ne peut se développer qu'en contradiction avec les intérêts des masses ouvrières et paysannes...

## ... et faillite du national-populisme

La bourgeoisie péruvienne se révèle en fait trop faible pour assumer à elle seule un développement capitaliste autonome. L'appareil du capitalisme d'Etat a dû souscrire avec l'impérialisme américain un nouveau « contrat colonial », assurant la collaboration entre le capital national, privé ou public, et l'investissement étranger. Cela reste conforme au modèle de « développement » proné par les organisations interaméricaines, la CEPAL notamment : reconvertir l'économie d'exportation par le développement du marché intérieur, substituer l'industrie nationale aux importations traditionnelles. L'expérience du Brésil ou de l'Argentine prouve, s'il en était encore besoin, que, menée dans le cadre capitaliste, cette stratégie ne peut guère qu'approfondir la dépendance financière et technologique à l'égard de l'économie dominante des Etats-Unis (3).

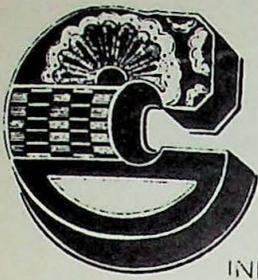
Enfin, ce type de développement, base de l'essor des bourgeoisies nationales, implique nécessairement l'extension et le durcissement des rapports sociaux capitalistes.

## La politique pétrolière et minière

La « nationalisation » n'a en fait frappé qu'une compagnie U.S., l'I.P.C.. En outre, malgré l'embargo de ses biens le remboursement de plus de 500 millions de dollars, correspondant aux profits rapatriés par l'I.P.C. depuis 1922, n'a pas été exigé. La Belco Petroleum qui contrôle 40 % de la production nationale, continue à se développer activement.

Principal producteur de cuivre du sous-continent après le Chili, le Pérou a signé en 1969 avec une firme yankee, le contrat de Cuajone qui abandonne jusqu'à épuisement l'exploitation de ce gisement, avec toute liberté de vente et d'exportation. L'investissement prévu est de 350 millions de dollars en six ans : la moitié des intérêts U.S. actuellement implantés au Pérou. En contrepartie, l'Etat péruvien escompte six millions de dollars de rentrées fiscales par an...

La loi minière de 1970, crée un système d'« entreprises mixtes » où l'Etat s'associe directement aux monopoles internationaux dans l'exploitation du prolétariat minier. En contrepartie du rôle pris par l'Etat en matière de raffinage et de commercialisation, les firmes capitalistes bénéficieront d'un régime fiscal encore plus favorable que celui du contrat de Cuajone.



INEMA

# Tout et maintenant

Alain Moutot

Peu de noms, à part Renoir, viennent à l'esprit si l'on pense à des cinéastes français qui, d'une manière ou d'une autre, ont centré l'objectif de leur caméra sur le monde du travail. Les lieux de production ne sont pas volontiers hantés par le cinéma français. De la dure et concrète réalité du travail, la bourgeoisie semble avoir tout à craindre, y compris le reflet cinématographique, pour le maintien de sa domination économique et culturelle.

C'est dire le contentement d'un militant quand un film comme *Bof* donne d'une profession une image fidèle et honnête. « *Anatomie d'un livreur* », deuxième titre du film, rend compte sans tricherie du labeur : livraison de caisses surchargées au dernier étage d'un immeuble sans ascenseur, escaliers qui n'en finissent plus, cliquetis as-

sourdissant du choc des bouteilles...

La caméra très subjective de Claude Feraldo saisit bien la relativité du temps pour ceux qui souffrent. Durée infinie des instants de fatigue et de sueur, brièveté mais importance des moments de détente.

Pourtant dans le film la contestation ne naît pas au cœur même du travail. Le père du livreur (Paul Crauchet) avec calme et détermination préfère, sur ce point, opter pour une attitude de refus : il ne pointe plus. Ce refus est la boule qui va faire tomber, comme des quilles, les tabous idéologiques de la société bourgeoise.

Ainsi la cellule familiale vole en éclats, le père a tué en sa femme l'image même d'une société asservie. La morale sexuelle est foulée au pied puisqu'il profite des charmes

de sa bru (Marie Dubois) que son fils lui cède sur sa couche encore tiède, pour aller au travail. Enfin, ses menus larcins prouvent qu'il fait peu de cas du droit de propriété. Le film devient alors une farandole de la jouissance primaire : « Je jouis donc je suis », une invitation à la paresse sans autres préoccupations que de conformer ses actions au désir im-

médial. Il ne reste plus à ce petit monde qu'à fêter avec tendresse la communicabilité retrouvée, et, sur les conseils d'un balayeur immigré, de se rendre vers le sud.

Feraldo a bourré son film d'une charge de contestation et de remise en cause d'un monde aliénant. Ce débordement de vitalité et de sexualité fait en somme prendre conscience de

l'étouffement des êtres. Quant aux moyens d'en finir avec le système qui sous-tend cette oppression, d'atteindre ce « sud libérateur » que nous chérissons, les conseils d'action hâtivement déduits de ce film, fort bien ficelé, risquent tout au plus de ne déclencher qu'un feu d'artifice dans le meilleur des mondes anarchistes possible. □

# Stage cinéma

La Coordination culturelle (secteur cinéma) organise un stage consacré au phénomène Cinéma.

Ce stage devrait permettre une confrontation entre militants politiques, animateurs culturels et professionnels qui s'interrogent sur la signification de ce phénomène, sa portée, son utilisation.

Faire une analyse politique d'un film.

Apprendre à lire l'image.

Analyser l'intégration de l'industrie cinématographique dans le système économique actuel.

Analyser les différents types d'idéologie véhiculée dans les films dits engagés (genre Z) et dans les films purement commerciaux.

Place du cinéma dans le combat révolutionnaire :

Un film est-il révolutionnaire par sa forme, son contenu, son mode de diffusion ?

Circuit commercial et circuit parallèle.

Rôle à accorder à l'aspect spectaculaire : identification ou distanciation ?

Tels seront les thèmes autour desquels s'articulera ce stage.

À qui s'adresse ce stage ?

Pas à ceux qu'on appelle « cinéphiles » mais à ceux qui ont besoin d'une réflexion politique sur ce sujet :

— soit qu'ils fassent de l'« animation » à partir du cinéma ;

— soit qu'ils y soient engagés professionnellement ;

— soit qu'ils utilisent ce moyen d'expression à des fins directement politiques.

• Lieu : 20 km de Lyon.

• Date : Week-end de l'Ascension (20-23 mai).

Communiquer à « Coordination Culturelle P.S.U. », 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>), les noms des camarades susceptibles d'être intéressés.

# Un nouveau journal ouvrier

Dans une note aux Assemblées régionales ouvrières et paysannes en date du 24 mars dernier, le Bureau national déclarait notamment :

« Les luttes ouvrières sont aujourd'hui systématiquement tronquées ou carrément ignorées par la presse. Dans les pages « Luttes ouvrières » de T.S., nous essayons de faire au maximum cette information, et dans le courrier des entreprises, nous essayons aussi de tirer le bilan des groupes d'entreprises dans leurs actions. Mais ces luttes ont besoin d'être étudiées, discutées, confrontées avec une vision générale des tâches politiques à accomplir. C'est pour répondre à ce problème que des camarades de différents groupes d'entreprises, avec l'appui de la Commission nationale entreprises et en s'élargissant à d'autres militants ouvriers, se proposent de faire un journal ouvrier, prolongement des assemblées ouvriers-paysans. Le Bureau national et la C.N.E. pensent que ce projet est correct, étant entendu que le premier numéro sera discuté dans les A.O.P. et que celles-ci prendront position sur son avenir. »

C'est le 16 avril que sortira le numéro zéro de « L'Outil », nouveau mensuel ouvrier. Pourquoi un numéro zéro ? Parce que le comité de rédaction provisoire a voulu offrir aux A.O.P. un outil de travail précis sur lequel elles pourraient discuter et se prononcer et non pas un journal tout fait que l'on demanderait aux militants des entreprises de diffuser, sans qu'ils puissent réellement trancher ni sur la forme, ni sur le fond. C'est en fonction des délibérations des A.O.P. que le numéro 1 sera mis sur pied pour mai.

Pourquoi un numéro gratuit ? Afin de faciliter au maximum la diffusion et de faire connaître le projet au plus grand nombre possible de militants des entreprises. Mais bien sûr, nous avons besoin d'argent, de beaucoup d'argent, d'où le lancement d'une souscription qui permettra à chacun de donner ce qu'il peut.

Au sommaire de ce numéro zéro, on trouvera des articles sur Batignolles, la lutte dans les Houillères, à Biarritz-Schoes, des éléments de discussion sur les dernières manifestations de la fonction publique, un dossier sur la hiérarchie et dans la rubrique internationale, des précisions sur la grève de Ford en Angleterre.

## BON DE COMMANDE

### “ L'OUTIL ”

Journal Ouvrier  
numéro zéro

Groupe d'Entreprises ou Section

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Retourner à :  
QUE FAIRE - 71, rue Dulong  
PARIS (17<sup>e</sup>)

ou à :  
Commission Nationale Entreprises  
81, rue Mademoiselle,  
PARIS (15<sup>e</sup>)

## BON DE SOUSCRIPTION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Pour aider au développement de

### “ L'OUTIL ”

Je souscris la somme de .....

par chèque bancaire

ou par chèque postal à

• QUE FAIRE •

C.C.P. La Source - 31.569.97

## Éditions du P.S.U.

### LUTTES DE CLASSE EN ESPAGNE

L'exemplaire : 3,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 3,00 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi -  
PARIS 15<sup>e</sup> - C.C.P. 58 26 65 Paris

Editions du P.S.U.

## LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15<sup>e</sup>)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

## Editions du P.S.U.

Par 10

Pacte Atlantique et Impérialisme .....	1,50 F	1,20 F
Le contrôle ouvrier .....	1,00 F	1,00 F
Pour une Palestine unifiée .....	1,50 F	1,00 F
Les luttes de classes en Espagne ..	3,50 F	3,00 F
Dossiers d'accueil .....	1,00 F	1,00 F

# Marcellin, maire de Paris

Jean Verger

Maurice Grimaud, le « préfet de mai 1968 » (et de l'affaire Ben Barka...) comme l'appellent les journalistes, se fait déboulonner de son poste de super préfet de police, en grande pompe évidemment : avant son départ il multiplie les interviews à la radio, à la télévision, et savoure non sans quelque humour les qualificatifs « libéraux » qu'on lui donne. Voilà à peu près ce que l'on a entendu à la télévision la semaine dernière :

— Question : « Monsieur le préfet on a dit que vous étiez un humaniste ? »

— Réponse : « Je n'aime pas le mot, mais au sens où vous l'entendez je l'accepte. »

— Question : « Avec le recul, quel souvenir gardez-vous de mai 68 ? »

— Réponse : « Au risque de vous décevoir, je dirai que j'en garde un assez bon souvenir, en ce sens qu'il n'y a pas eu mort d'homme. Vous comprenez, ces gens que nous avions à réprimer, c'étaient des enfants, nos enfants, qui demain prendront les responsabilités dans ce pays... (etc.) »

Ainsi, avec une lourdeur de char d'assaut, Grimaud avant de passer la main, se fait couvrir de fleurs, sans doute pour mieux faire ressortir qu'après lui, ça ne va pas être du gâteau. Peu nous importe de savoir quel est le mobile politique qui le fait agir ainsi, qui l'amène à publier dans « France Soir » du 3 avril une étonnante confession sur mai 68 et les problèmes de la police : un flic nous quitte, et un autre le remplace...

Mais il ne nous est pas indifférent de savoir « qui » nous quitte, « qui » le remplace, et quelles conclusions on peut en tirer.

## Un nouveau scandale politique

A travers cette mutation, c'est un nouveau scandale politique de la V<sup>e</sup> République (un de plus) qu'on nous fait avaler en douceur.

Maurice Grimaud, préfet hors cadres, n'avait de comptes à rendre qu'au Premier ministre : il traitait pratiquement d'égal à égal avec le ministre de l'Intérieur. En nommant à la place de Grimaud le directeur des Renseignements Généraux, Jacques Lenoir, le gouvernement place à la tête de la préfecture de police non pas n'importe quel haut fonctionnaire, mais le flic principal chargé des hautes besognes, **subordonné direct de Raymond Marcellin**.

Comme il s'agit bien sûr, en raison du statut de Paris, d'une tâche politique de la plus haute importance, et que faire directement de cette manière régner le sieur Marcellin sur la région parisienne, ce

serait un peu gros, on limite la compétence géographique du nouveau préfet-argousin, à la seule ville de Paris.

Ainsi, huit jours après les élections municipales, qui à Paris se sont tout de même déroulées sous le signe d'une remise en cause du statut d'exception de la ville (pas de maire élu, un conseil municipal potiche, etc.) le pouvoir accentué en fait son contrôle de la capitale. Voilà une manière tout à fait versaillaise de célébrer le centenaire de la Commune ! Il faut dire aussi que cette mesure vise peut-être encore davantage à « reprendre en main » la police, dont la journée d'explication organisée il y a un mois par le syndicat de Monate, tolérée par Grimaud, n'a pas été du tout prise en compte par le sieur Marcellin...

## La reprise en main

Bref, « l'ordre » est à l'ordre du jour : Guichard veut reprendre les lycées en main, il y a trop de « foins » chez les agriculteurs

moins un mort en mai 68, tué par une goupille de grenade offensive ; c'est aussi sous son « règne » qu'un de ses subordonnés a tiré à bout portant sur le visage de notre camarade Richard Deshayes ; mais à notre manière nous savons reconnaître l'intelligence de nos adversaires ; et Grimaud, incontestablement, dans son rôle répressif, a su éviter le pire (de son point de vue) et contribué à sauver le régime en mai 68.

La tâche que s'octroie aujourd'hui le sieur Marcellin, n'est pas moins lourde, mais le peu que nous pouvons connaître de son intelligence politique, à travers ses déclarations d'une banalité et d'une vulgarité assez extraordinaires nous incite à penser qu'il lui manquera quelques crans pour être à la hauteur de la situation.

En sous-estimant, comme le fait par exemple Olivier Guichard pour les lycées, la profondeur du mécontentement populaire, et en pensant que tout sera réglé par les menaces, les matraques, les grena-



Jacques Lenoir, nouveau préfet de police.

(j'allais oublier les camionneurs) et du côté des policiers et des gauchistes il faut un homme fort : le seul homme fort que le régime soit capable de trouver, c'est évidemment Raymond Marcellin, qui à travers un homme de paille, a bien l'intention de remettre de l'ordre dans la « Grande Maison » et dans les rues de Paris.

Nous ne verserons évidemment pas de larmes de crocodiles au sujet du départ de Grimaud : il sait fort bien en effet qu'il y a eu au

des lacrymogènes et offensives, et demain (pourquoi pas ?) par le fusil, le ministre de l'Intérieur risque de faire pas mal de fausses manœuvres : la violence appelle la violence...

Si comme nous le pensons, la nomination de Lenoir-Marcellin comme préfet de police, signifie un pas de plus dans la politique de répression, de nouvelles heures chaudes se préparent, dont le détonateur pourrait bien être placé... Place Beauveau. □